

# Rapport sur les orientations budgétaires 2019

## « Solidarités et Développement »



# Sommaire du ROB

- ➡ Éléments de contexte
- ➡ Rétrospective sur la mobilisation des moyens communautaires
- ➡ Orientations budgétaires 2019
- ➡ Prospective

# Éléments de contexte

- Les finances publiques en France :
- Les principaux instituts de conjoncture ont revu leurs prévisions de croissance à la baisse depuis l'automne 2018. **La croissance économique** se situerait plutôt autour de **+1,5% en 2018** et 2019, contre **+ 1,7% dans le PLF 2019**.
- Le **déficit public** 2019 se situerait autour de **3.2%**
- Objectif de maîtrise de l'évolution des **dépenses de fonctionnement** à **1.2 %** (objectif contrôlé par la contractualisation pour 322 collectivités et établissements intercommunaux). **ACCM échappe à cette obligation du fait du mode de calcul retenu.**

# Les finances des intercommunalités

## ↳ Les dotations :

### **Dotation globale de fonctionnement (DGF)**

- Avec une enveloppe **26,94 milliards d'€** à répartir entre communes, EPCI et départements,, la DGF accuse **une baisse de 12 M€** par rapport à 2018.
- Depuis 2018, pas de nouvelle tranche de redressement des comptes publics. Toutefois, les prélèvements sur fiscalité sont reconduits chaque année (en cas de DGF négative)
- Réforme de la dotation d'intercommunalité art 250 LFI 2019 ↔ art L. 5211-28 CGCT
- En 2019, le montant de **la dotation d'intercommunalité est égal au montant versé en 2018**, augmenté de **30 M€** (abondement qui sera reconduit chaque année) + **7 M€** (abondement exceptionnel qui ne sera pas reconduit) + **29 M€** (réalimentation en 2019 des DGF négatives).

➤ **La dotation d'intercommunalité** est répartie entre les EPCI à fiscalité propre, après prélèvement des sommes nécessaires à la mise en œuvre des garanties, à raison de **30 %** pour la dotation de base et de **70 %** pour la dotation de péréquation.

### ➤ **Dotation de compensation**

- est créée chaque année de manière uniforme pour tous les EPCI (taux de minoration décidé par le Comité des Finances Locales : **pour mémoire -2,09% en 2018**)
- Nouvelle règle relative au CIF : plafonné à **0,6** à compter de 2019 pour EPCI (**ACCM = 0,34**)



# Les finances des intercommunalités

## ➤ **Nouvelles dispositions adoptées dans la LFI 2019 :**

### **Dégrèvement TH**

- le dégrèvement spécial à 100% qui aurait été appliqué en 2018 est transformé en exonération 2018
- les contribuables qui auraient dû acquitter une part de TH en 2018 sont exonérés à 100% de leur TH 2018
- S'agissant de nouvelles exonérations portant sur la TH 2018, les collectivités locales percevront la compensation en 2019 → + 110 M€ de compensations d'exonérations TH

### **Exonération de cotisation minimum de CFE**

- A compter de 2019, exonération de cotisation minimum de CFE si CA  $\leq$  5000 €.
- Les redevables réalisant un montant de chiffre d'affaires ou de recettes  $\leq$  à 5000 € sont exonérés du paiement de la CFE minimum ainsi que des droits additionnels (CCI, chambre de métiers et de l'artisanat). La mesure n'entre en vigueur qu'en 2019 après fiabilisation du processus de récupération automatique du montant du chiffre d'affaires. Les collectivités locales et chambres consulaires perçoivent une compensation versée par l'Etat

# Les finances des intercommunalités

## ↳ **Fiscalité et déchets**

Plusieurs mesures sont inscrites dans la LFI 2019 et doivent contribuer à ce que soient atteints les objectifs de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, en accentuant l'effet incitatif de chacune des taxes concernées :

- des mesures visant à simplifier et dynamiser le déploiement de la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
- renforcement de la composante « déchets » de la TGAP
- la baisse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux prestations de prévention et de valorisation matière des déchets pris en charge par le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers des collectivités
- aménagement de la TEOM art 23 LFI 2019 - objectifs
  - préciser les dépenses qui peuvent être financées par la TEOM et réduire les risques de contentieux
  - inciter et faciliter la mise en œuvre de la part incitative de TEOM
  - responsabiliser les collectivités locales



# Les finances des intercommunalités

## ↳ Mesures de soutien à l'investissement local

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliards d'euros dans le PLF 2019, avec des contraintes fixées par la loi :

- élargir le critère fondé sur l'éligibilité à la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- dé plafonner le nombre de communes éligibles à la DPV (aujourd'hui fixé à 180 communes) : 199 communes seraient éligibles en 2019, dont 17 en Outre - mer.

## Dotations d'équipement des territoires ruraux (DETR)

Elle reste inchangée à 1 046 millions d'euros en 2019. Quand la dotation est accordée dans le cadre d'un contrat passé entre l'Etat et la collectivité, les maîtres d'ouvrage désignés par le contrat peuvent maintenant être bénéficiaires de la subvention.

# Les finances des intercommunalités

## ↳ **Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) :**

Elle s'élève à 570 millions d'euros pour 2019, contre 615 millions d'euros dans la LFI 2018. Le PLF ajuste également le millésime de la population à prendre en compte pour la répartition des montants alloués à chacune des collectivités.

Millions €	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2018	2019	2018	2019
Dotation équipement territoires ruraux (DETR)	1 046	1 046	816	807
Dotation soutien à l'investissement local (DSIL)	615	570	456	503
Dotation Politique de la ville (DPV)	150	150	101	111

## ↳ **Automatisation du FCVTA**

- Entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA reportée au 01/01/2020
- Délai supplémentaire pour finaliser les travaux informatiques interministériels (développer une application spécifique pour le ministère de l'intérieur et des interfaces avec Hélios et Chorus)



# Contexte socio-économique local

Les orientations budgétaires développées dans ce document tiennent compte des contraintes réglementaires et respectent les principes de prudence et de sincérité, garants du respect des grands équilibres financiers d'ACCM.

- **Point sur l'évolution des principales ressources fiscales**
- Evolution du produit de l'impôt économique (CFE + CVAE = CET)

	2015	2016	2017	2018	2019 estim°
CFE	13 051 379 €	13 347 003 €	13 787 492 €	14 453 455 €	15 887 058 €
CVAE	3 916 265 €	4 048 112 €	4 419 823 €	4 147 506 €	4 565 894 €
Total CET	16 967 644 €	17 395 115 €	18 207 315 €	18 600 961 €	20 452 952 €
TASCOM	1 000 567 €	993 092 €	1 237 676 €	979 544 €	1 004 033 €
IFER	631 403 €	644 495 €	710 369 €	700 999 €	718 524 €
<b>Total impôt économique</b>	<b>18 599 614 €</b>	<b>19 032 702 €</b>	<b>20 155 360 €</b>	<b>20 281 504 €</b>	<b>22 175 509 €</b>

Les recettes de l'impôt économique représentent **64,36 %** des recettes fiscales.

A noter l'intégration dans l'évolution des recettes de CFE en 2019 des recettes supplémentaires induites par l'installation d'Amazon en zone économique de Saint-Martin-de-Crau.

# Contexte socio-économique local

➤ Evolution du produit des recettes fiscales prélevées sur les ménages

	2015	2016	2017	2018	2019 estim <sup>0</sup>
TH	11 768 053 €	11 531 256 €	11 665 621 €	11 744 445 €	12 038 056 €
TFNB	123 196 €	122 950 €	118 010 €	119 958 €	121 158 €
Taxe additionnelle TFNB	150 776 €	141 651 €	122 657 €	118 369 €	120 736 €
<b>Total impôt ménage</b>	<b>12 042 025 €</b>	<b>11 795 857 €</b>	<b>11 906 288 €</b>	<b>11 982 772 €</b>	<b>12 279 950 €</b>

Les recettes de l'impôt ménage représentent **35,64 %** des recettes fiscales.

A ces recettes s'ajoute la **taxe Gemapi**. Par délibération 2018-140 du 26 septembre le conseil communautaire a fixé le produit attendu de la taxe Gemapi au titre de l'exercice 2019 à **1,2 M€**. A noter que le montant de cette taxe est plafonné à **40 € par personne**.

# Évolution institutionnelle du Pays d'Arles

- ACCM a intenté un recours contre la décision du préfet de ne pas prendre d'arrêté de périmètre -> le processus de fusion des 3 EPCI du pays d'Arles est suspendu,
- L'environnement demeure instable mais la perspective d'un statu quo plus ou moins prolongé se dessine,
- Le territoire ne peut mettre en suspens ses activités : tout au contraire, ces orientations prospectives prévoient d'engager les projets qui doivent l'être en mobilisant les moyens du territoire, tout en développant significativement les partenariats avec son environnement institutionnel : le PETR, les intercommunalités voisines, le département, la région, mais aussi la métropole AMP, celle de Nîmes, le territoire avignonnais, etc..



Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

# Rétrospective sur la mobilisation des moyens communautaires



# Le coût des politiques publiques communautaires

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



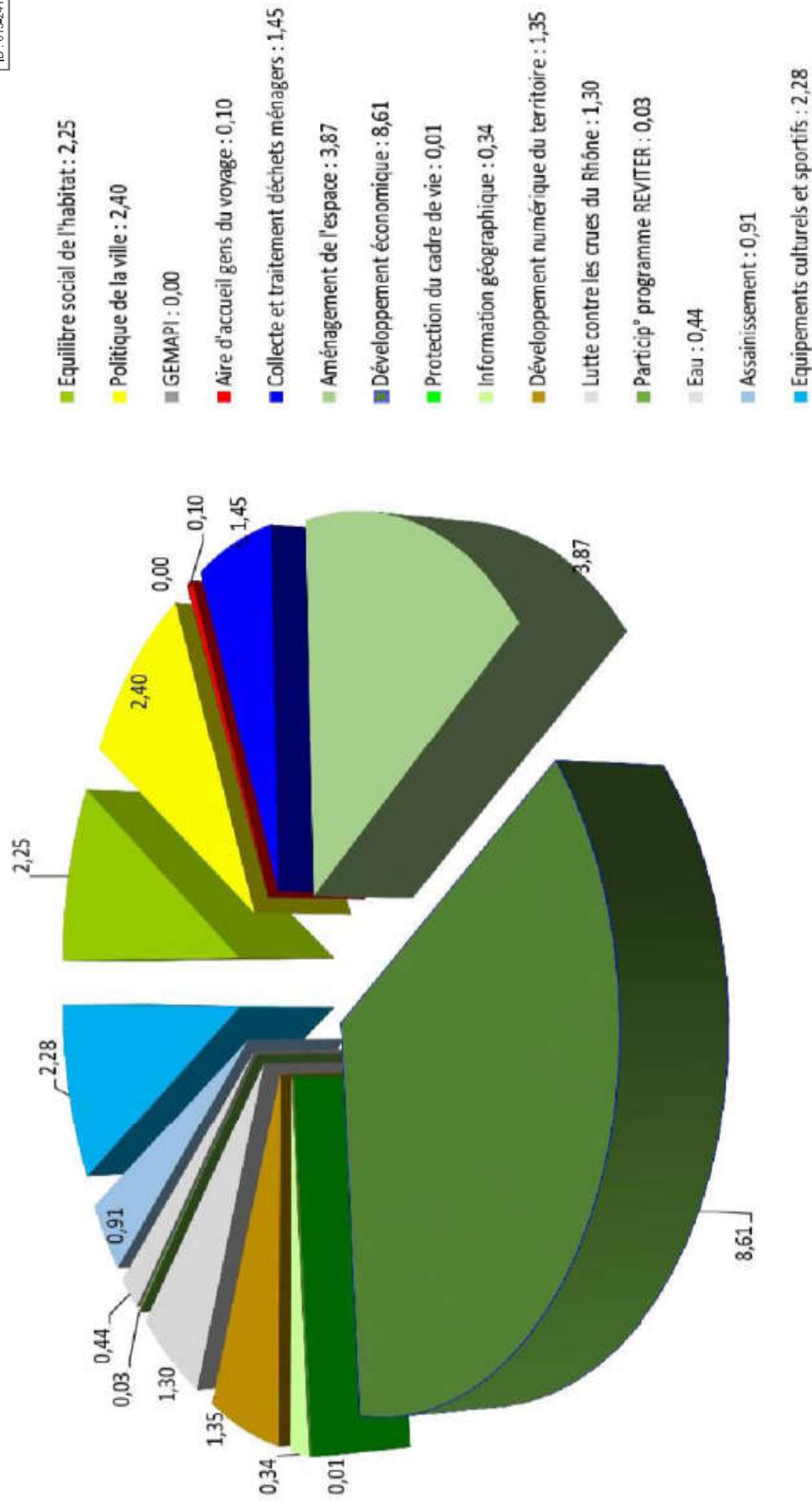
ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

Une analyse des coûts des politiques publiques a été réalisée sur la base des données du CA 2017 (les seules complètes) en intégrant l'ensemble des coûts (dépenses d'investissement et de fonctionnement) et l'ensemble des recettes (subventions, produits des services, etc.). **Elle met en évidence la mobilisation importante des moyens directement consacrés :**

- Au développement économique : réalisation et entretien des zones d'activités, soutien aux acteurs locaux, attribution de primes (FISAC)
- À l'eau et l'assainissement : développement du réseau, création et modernisation des installations de traitement, etc. mais également la compétence GEMAPI
- À l'habitat : aides à la pierre et OPAH
- Aux transports (qui relève de la compétence aménagement de l'espace) : la DSP est parmi les plus coûteuses au regard, notamment, de sa trop faible fréquentation
- À la collecte et au traitement des déchets
- À l'enseignement musical avec le conservatoire
- À la politique de la ville et à la rénovation urbaine

# Présentation du coût net 2017 en M€ toutes compétences confondues

Envoyé en préfecture le 08/03/2019  
Retour en préfecture le 08/03/2019  
Affiché le 08/03/2019  
ID : 01324130041720180306-CC219\_014-DE



A noter : GEMAPI à partir de 2018

# Quelques uns des résultats obtenus par ces politiques

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

- Les aides à l'habitat (8 M€ de fonds propres pour créer ou réhabiliter plus de 2.000 logements) ont contribué à améliorer les conditions de vie des habitants et à produire du logement accessible,
- Les primes FISAC (plus de 900 K€ de fonds propres distribués par ACCM) ont soutenu fortement le commerce local (104 bénéficiaires) qui a pu investir en tout près de 2,4 M€,
- 1 500 personnes accèdent à la pratique musicale dans des conditions optimales avec le conservatoire,
- La mise à niveau de l'assainissement collectif est très significative : 33,4 millions d'Euros y ont été consacrés, pour la réalisation de stations d'épuration essentiellement.



# Le soutien apporté aux villes

ACCM se caractérise également par **l'importance de la solidarité qu'elle développe en direction de ses villes membres** et qui se manifeste par :

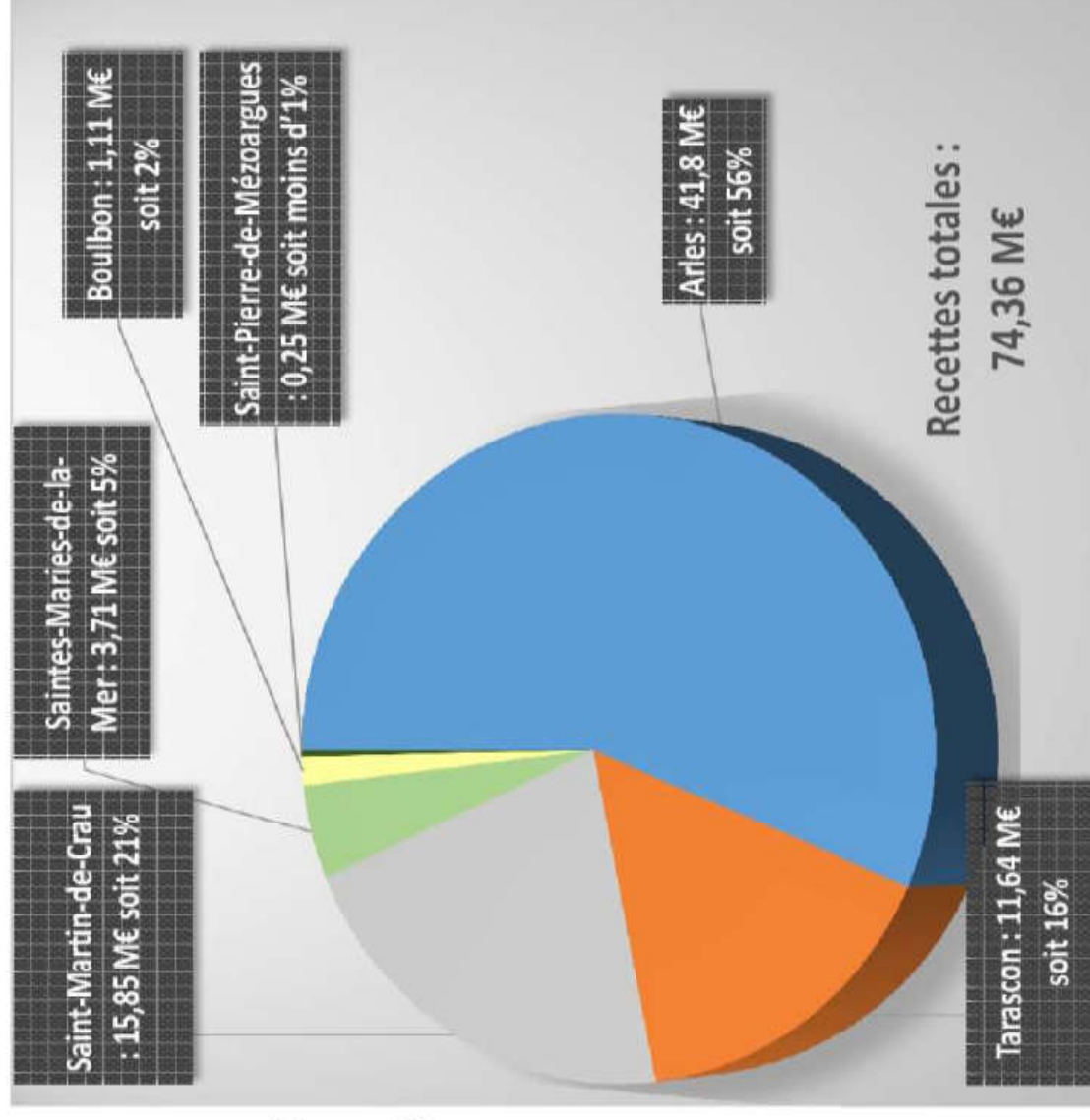
- **L'attribution de compensation (AC)** de 5 des 6 villes est basée sur l'ancienne taxe professionnelle dont la réforme (intervenue en 2010) n'a pas été favorable à notre territoire (FNGIR et DCRTP importants) ; qui plus est, certaines entreprises ont rencontré des difficultés qui ont été amorties par le transfert à l'agglo (l'AC n'évolue pas avec le produit fiscal),
- **L'évaluation des transferts de compétences a été favorable aux villes** : la compétence déchets illustre particulièrement ce point. Elle s'avère déficitaire dès l'année de son transfert de plus d'un million d'euros ; en outre, les investissements transférés (matériels, équipements, etc.) nécessitent d'importants efforts de modernisation,
- **La coûteuse contractualisation préalable aux transferts de compétences** : certaines villes ont transféré des contrats qu'elles venaient juste de conclure selon leurs seules normes communales,
- **La dotation de solidarité communautaire (DSC)** est une faculté (hormis pour les villes accueillant des quartiers QPV mais sur une fraction de l'évolution des bases de fiscalité économique). Depuis sa création jusqu'en 2018 inclus, ACCM a attribué **78,5 millions d'Euros** de DSC à ses villes membres,
- **Les investissements réalisés sur les villes membres** durant les années passées ont surtout porté sur l'eau et l'assainissement mais aussi sur l'aménagement et le développement économique.



# La contribution 2017 de chaque ville aux recettes d'ACCM

Ce graphique illustre la contribution de chaque ville aux recettes d'ACCM : fiscalité ménage et économique (en partie compensée par l'attribution de compensations) et dotations rapportées à l'habitant.

Chiffres CA 2017

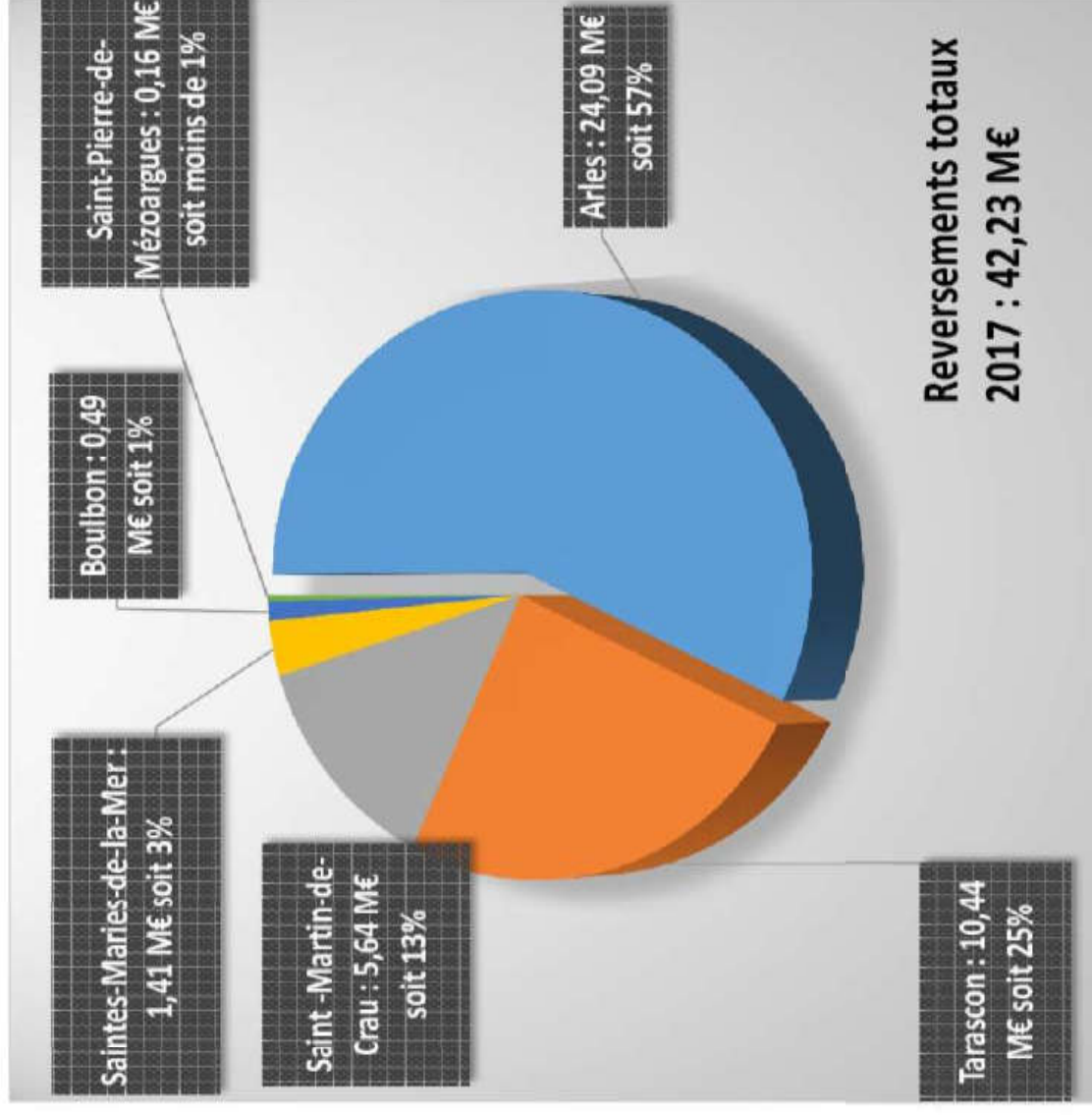


# Les reversements opérés en 2017 par ACCM aux villes en M€ (AC et DSC)

L'attribution de compensation (AC) équivaut à la taxe professionnelle (la fiscalité économique) apportée par chaque ville lors de son adhésion, minorée du coût des transferts de compétence. C'est une dépense obligatoire.

La dotation de solidarité communautaire (DSC) est facultative, sauf, en cas d'absence de pacte financier pour les villes dotées de quartiers QPV.

	AC	DSC	Total
Arles	20,19	3,90	24,09
Boulbon	0,30	0,19	0,49
Saint-Martin-de-Crau	4,24	1,40	5,64
Tarascon	9,14	1,30	10,44
Saint-Pierre-de-Mézargues	0,05	0,11	0,16
Saintes-Maries-de-la-Mer	1,18	0,23	1,41
	35,10	7,13	42,23



**Le budget réel de fonctionnement de  
l'intercommunalité (net des AC  
versées aux villes) s'établit à 46,7 M€.**



# La logique dégradation des marges de manœuvre de l'intercommunalité due à...

- **La relative faiblesse de la recette fiscale** : le produit fiscal a baissé en 2016 et 2017 (les résultats définitifs ne sont pas encore connus pour 2018). La raison principale : les impacts de la fiscalité de la zone logistique de St-Martin de Crau (rôles supplémentaires, entreprises rapidement disparues, classement des activités, etc.). Vraisemblablement, c'est le niveau de recettes 2017 qui doit servir de base aux prévisions (les recettes 2018 ne sont pas connues en totalité).
- **la déconnexion tarification/taxe-coût du service** : elle est importante pour de nombreux services (conservatoire, transports, SPANC, et même DMA) -> l'étude d'un plus juste rapport coût/tarif est impératif pour ne pas faire peser sur le contribuable l'essentiel du poids des dépenses.
- **La croissance des dépenses sur lesquelles ACCM a peu de prise** : marchés (compétence déchets notamment) et DSP (transports, eau et assainissement) mais aussi ressources humaines et **l'importance des recettes affectées** : versement transport (4,2 M€), TEOM (14,84 M€) et taxe GEMAPI (1,2 M€).



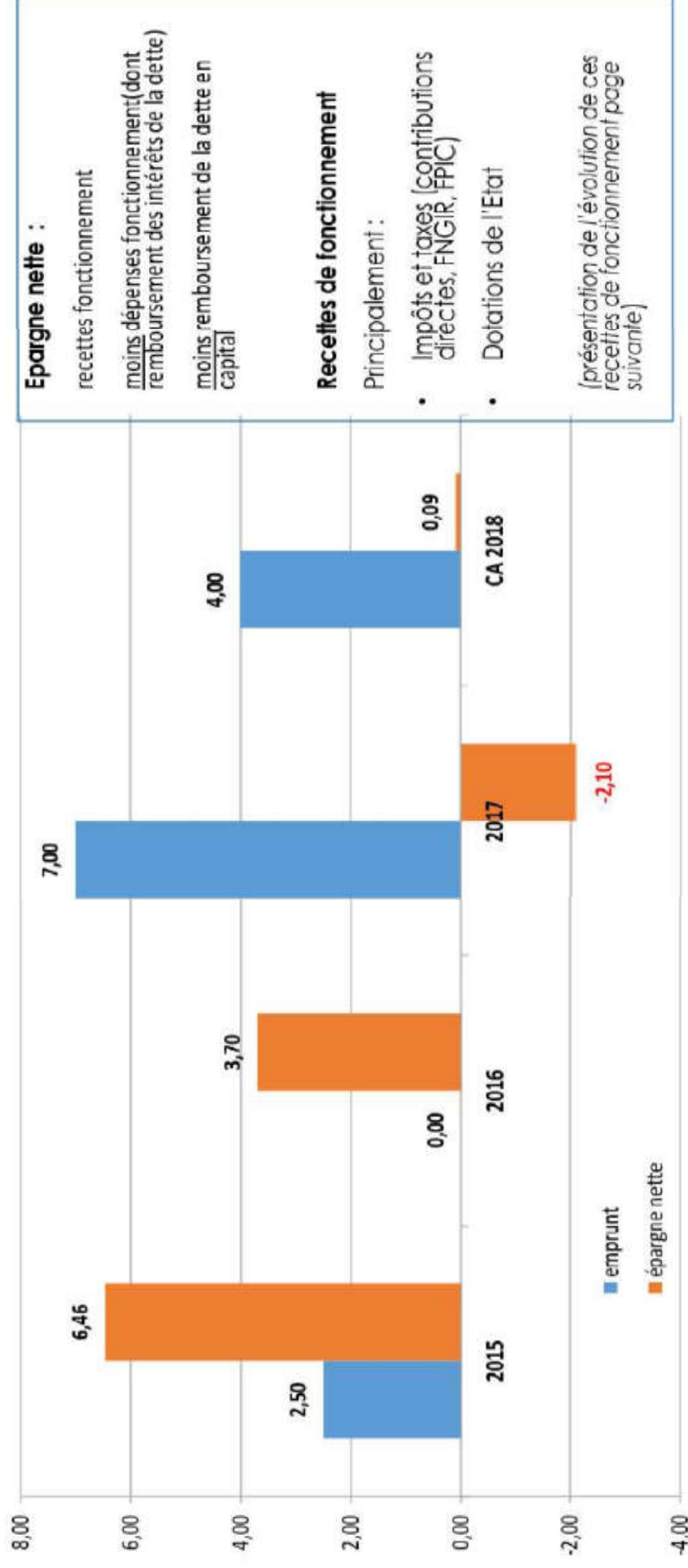
# La dégradation des marges de manœuvre se traduit dans le rapport épargne nette (autofinancement)/emprunt de 2015 (réalisé) à 2018 (CA) en M€

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE



## Conclusion rétrospective

- Depuis sa création, ACCM a significativement contribué à soutenir le fonctionnement des villes par différents moyens directs et indirects.
- L'agglomération a poursuivi des politiques publiques généreuses sans ajuster ses recettes à ses dépenses.
- Un effet ciseaux se manifeste sur la section de fonctionnement avec des dépenses qui croissent plus vite que les recettes au détriment de l'autofinancement.
- Des corrections doivent intervenir pour permettre le lancement d'opérations d'investissement qui correspondent aux besoins du territoire et pour garantir le bon fonctionnement des services publics locaux.
- Un excédent cumulé issu des exercices antérieurs à 2017 peut constituer une source de financement des investissements : à fin 2018 il est de 8,5 M€. Il sera utilisé en totalité pour financer l'investissement 2019.
- La dette doit être surveillée : elle offre encore des opportunités mais doit être activée avec discernement pour ne pas obérer l'avenir.

# Orientations budgétaires 2019

Décider et agir dans un contexte incertain...



## Rigueur renforcée

- Maîtrise des dépenses courantes : volonté affichée de contenir l'évolution des dépenses courantes : une prévision de dépenses de fonctionnement de 79 M€ en 2019 (contre 82 M€ en 2018),
- Les budgets annexes des transports (10,2 M€) et des papèteries Etienne (1,67 M€) créés pour faciliter le pilotage et améliorer la visibilité des coûts,
- Tarification systématique des prestations assurées pour le compte de tiers (villes, entreprises, etc.),
- Préparation budgétaire basée sur les réalisations de l'année passée et exigence de justification de la capacité de réaliser les programmes de travaux proposés,
- Organisation d'un contrôle de gestion pour soutenir l'exécution budgétaire,
- Un recours à l'emprunt maîtrisé dans tous les budgets pour maintenir le ratio de désendettement en-dessous de 11 années.
- Pour permettre le redéploiement de moyens sur des secteurs qui ont besoin de financements, limitation des dépenses sur certaines politiques qui ont déjà mobilisé des moyens importants.

# Maintien de la solidarité

- En direction des contribuables : aucune augmentation fiscale en 2019 (les taux de fiscalité ménage sont inchangés depuis la création de l'intercommunalité ; il y a eu lissage des taux de la fiscalité économique), faible voire inexistante revalorisation des coûts des services (mais le maintien de cette ligne nécessitera d'importants efforts) et plus grande écoute des usagers,
- En direction des acteurs du territoire : enveloppe de subventions (1,9 M€) identique à celle de 2018 et soutien aux acteurs économiques (de l'ESS par exemple),
- En direction des villes : maintien d'une DSC à un niveau élevé (5,435 M€) + création d'un fonds de soutien aux investissements visant la préservation de l'environnement et la valorisation énergétique (1M€),
- En direction des agents : soutien à la formation, amélioration des conditions de travail (agents des DMA), recrutement sur des postes créateurs de richesse et ajustement des effectifs aux besoins.



# Ambition en matière de développement

- Durant ses premières années, ACCM a constitué un excédent cumulé qui a été, en partie, consommé par les 2 années qui viennent de s'écouler : le choix proposé est celui d'une mobilisation totale de cet excédent pour booster l'investissement, le budget d'investissement proposé est de **27 millions d'euros** sur le budget principal.
- La phase travaux pour la ZAE du Roubian (**1,5 M€**) et pour la partie bâtie du site des Papèteries Étienne qui accueillent les RIP, Illotopie et Archéomed (**1,67 M€**),
- L'intervention économique pour préserver l'abattoir de Tarascon, enjeu majeur pour la filière élevage locale (**1 M€ net**),
- Le programme cœur de ville qui mobilise de nombreuses politiques pour soutenir l'attractivité du territoire et qui se traduit par la poursuite du FISAC (**0,28 M€**), le maintien d'une OPAH dans le secteur cœur de ville (**0,2 M€**), l'ouverture de crédits pour financer des acquisitions d'immobilier et de commerces si besoin (**0,1 M€**), etc.
- L'ambition d'un projet de tourisme intercommunal qui prend son envol et qui contribue au développement du territoire (**0,34 M€**).
- La perspective du recours à un urbaniste pour travailler sur une programmation urbaine du site des Minimés, des papèteries et du pôle d'échange multimodal d'Arles (**0,12 M€**).



# Impératif de préservation des qualités environnementales du territoire

- Le projet d'embranchement ferré pour la zone logistique de Saint-Martin-de-Crau (0,11 M€ pour la poursuite des études),
- La poursuite du renouvellement des véhicules au GNV (0,25 M€),
- L'étude de la mise en place de la redevance spéciale pour l'enlèvement des déchets des professionnels afin de permettre la nécessaire modernisation des déchetteries,
- Le travail sur l'ajustement du service du transport aux attentes des usagers pour augmenter la fréquentation des lignes,
- La maîtrise d'ouvrage d'opérations lourdes : aqueduc de Haute-Crau 0,36 M€ à charge d'ACCM pour une opération estimée autour de 4M€),
- La perspective d'un schéma directeur des mobilités actives, voire de la réalisation de pistes cyclables, dans le cadre du plan vélo.

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE



# Prospective

# La prospective établie ne tient pas compte d'une évolution institutionnelle

Envoyé en préfecture le 08/03/2019  
Reçu en préfecture le 08/03/2019  
Affiché le 08/03/2019  
ID : 015-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

- Elle repose sur la poursuite d'investissements en faveur du développement,
- Elle est conditionnée par l'amélioration de la situation financière d'ACCM,
- Elle nécessite un étalement de l'emprunt pour que la dette soit contenue dans un volume compatible avec les ratios de désendettement.
- Elle intègre un volume de subventions significatifs (département, région, Etat, Europe).



# Prospective budget principal

	Rétrospective						Prospective					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
<b>Produit des contributions directes</b>	26 963 110	27 259 963	26 372 808	27 385 333	28 167 009	28 948 198	29 751 270	30 576 843	31 425 552	32 298 051		
<b>Fiscalité transférée</b>	14 979 284	15 116 718	15 798 887	15 248 942	15 709 344	15 751 798	15 819 190	15 887 043	15 955 367	16 024 175		
<b>Fiscalité indirecte</b>	4 285 876	4 369 976	18 670 888	20 820 816	16 922 357	17 949 950	18 480 948	17 915 403	17 853 367	18 094 121		
<b>Dotations</b>	16 334 934	19 449 813	19 042 595	18 829 897	18 739 403	17 956 519	18 012 008	17 890 232	17 701 134	17 712 040		
<b>Autres recettes d'exploitation</b>	1 125 968	961 437	1 224 698	1 528 712	2 168 360	1 929 817	1 988 844	2 005 063	2 044 300	2 084 580		
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>67 789 080</b>	<b>67 217 968</b>	<b>81 109 937</b>	<b>83 813 830</b>	<b>81 706 472</b>	<b>82 536 083</b>	<b>84 030 259</b>	<b>84 244 584</b>	<b>84 979 720</b>	<b>86 212 967</b>		
<b>Charges à caractère général (chap 611)</b>	13 217 485	13 322 658	22 820 509	24 408 450	17 372 643	17 091 036	17 224 616	17 338 446	17 157 535	17 123 877		
<b>Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)</b>	4 063 743	4 235 729	10 716 199	11 880 638	12 775 500	12 909 878	13 004 577	13 009 880	13 134 948	13 230 023		
<b>Atteint un de produit (chap 014)</b>	41 471 105	42 061 512	44 190 815	41 681 357	41 012 060	41 073 121	41 138 972	41 210 079	41 286 957	41 287 957		
<b>Autres charges de gestion courante (chap 65)</b>	1 581 172	2 065 265	4 264 548	4 177 130	4 462 016	4 794 161	4 862 138	4 917 655	4 974 282	5 032 042		
<b>Intérêts de la dette (art 69111)</b>	327 760	360 092	328 227	422 420	439 543	459 579	648 488	728 774	748 042	712 380		
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	24 073	52 544	50 128	52 386	3 648 539	3 492 047	3 351 297	3 298 724	3 239 296	3 067 980		
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>60 685 337</b>	<b>62 778 018</b>	<b>82 370 423</b>	<b>82 622 571</b>	<b>79 710 301</b>	<b>79 848 822</b>	<b>80 230 066</b>	<b>80 563 200</b>	<b>80 541 660</b>	<b>80 424 859</b>		
<b>Epargne de gestion</b>	<b>7 351 503</b>	<b>4 759 983</b>	<b>- 832 268</b>	<b>1 613 479</b>	<b>2 435 714</b>	<b>3 145 840</b>	<b>4 448 659</b>	<b>4 410 071</b>	<b>5 186 702</b>	<b>6 509 488</b>		
<b>Intérêts de la dette</b>	327 760	360 092	328 227	422 420	439 543	459 579	648 488	728 774	748 042	712 380		
<b>Epargne brute</b>	<b>7 023 743</b>	<b>4 439 891</b>	<b>- 1 560 488</b>	<b>1 191 058</b>	<b>1 995 171</b>	<b>2 686 261</b>	<b>3 800 183</b>	<b>3 681 300</b>	<b>4 438 660</b>	<b>5 798 108</b>		
<b>Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 160, 16449 et 1645)</b>	501 596	734 326	740 782	1 097 471	1 371 130	1 588 149	2 333 976	2 705 407	2 999 093	3 133 938		
<b>Epargne nette</b>	<b>6 482 147</b>	<b>3 705 564</b>	<b>- 2 301 268</b>	<b>93 587</b>	<b>625 041</b>	<b>1 120 112</b>	<b>1 466 214</b>	<b>976 899</b>	<b>1 438 967</b>	<b>2 654 170</b>		
<b>FCTVA (art 10222)</b>	387 019	420 460	1 471 925	1 172 866	2 813 515	2 647 073	1 614 076	940 769	548 714	499 502		
<b>Emprunts</b>	2 500 000	0	7 000 000	4 000 000	3 250 000	12 900 000	7 600 000	4 500 000	1 700 000	0		
<b>Autres recettes</b>	1 318 841	2 887 797	5 419 414	4 533 314	9 487 691	7 607 385	6 356 702	4 895 163	3 512 595	3 226 941		
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>4 206 861</b>	<b>3 278 257</b>	<b>13 891 339</b>	<b>9 706 180</b>	<b>16 481 206</b>	<b>20 154 458</b>	<b>15 610 780</b>	<b>10 336 932</b>	<b>6 761 309</b>	<b>3 726 443</b>		
<b>Sous-total dépenses d'équipement</b>	3 952 534	8 283 264	17 452 895	9 152 724	25 894 369	24 459 756	17 047 817	11 323 304	7 115 076	6 270 536		
<b>Autres investissements hors PPP</b>	62 523	88 758	1 839	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 160, 16449 et 1645)</b>	581 596	734 326	740 782	1 097 471	1 371 130	1 588 149	2 333 976	2 705 407	2 999 093	3 133 938		
<b>Autres dépenses d'investissement</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Coût de l'investissement résiduelle</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>4 576 852</b>	<b>9 106 346</b>	<b>18 195 216</b>	<b>10 250 195</b>	<b>27 265 499</b>	<b>26 025 905</b>	<b>19 381 795</b>	<b>14 028 711</b>	<b>10 114 169</b>	<b>9 404 474</b>		
<b>Fonds de roulement en début d'exercice</b>	9 637 867	16 250 819	14 932 620	9 338 257	9 895 300	197 175	11 989	41 166	29 091	114 888		
<b>Résultat de l'exercice</b>	6 652 951	- 1 368 158	- 5 564 363	647 043	- 9 788 125	- 1 358 166	29 177	- 11 475	85 196	110 079		
<b>Fonds de roulement en fin d'exercice</b>	16 290 819	14 932 620	9 338 257	9 985 300	197 175	11 989	41 166	29 091	114 888	224 967		
<b>Capital Restant Dû cumulé au 01/01</b>	7 601 553	9 519 594	8 936 543	15 044 486	17 947 015	19 775 885	31 109 735	36 375 757	38 170 351	36 571 258		
<b>Capital Restant Dû cumulé au 31/12</b>	9 519 594	8 936 543	15 044 486	17 947 015	19 775 885	31 109 735	36 375 757	38 170 351	36 871 258	33 737 320		
<b>Ratio de désendettement</b>	1,38	2,01	-11,94	15,07	9,91	11,58	9,57	10,37	8,31	5,83		

# Prospective budget annexe de l'eau

	Rétrospective					Prospective				
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises (chap 70)	2 124 142	4 425 128	6 438 031	6 117 941	6 155 200	6 185 200	6 185 200	6 185 200	6 185 200	6 185 200
Subventions d'exploitation (chap 74)	6 750	0	4 470	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits de gestion courante (chap 75)	350 885	89 079	117 594	48 642	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Autres recettes d'exploitation	2 081	3 45 406	615 108	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>2 483 668</b>	<b>4 859 615</b>	<b>7 173 263</b>	<b>6 166 583</b>	<b>6 255 200</b>	<b>6 285 200</b>	<b>6 285 200</b>	<b>6 285 200</b>	<b>6 285 200</b>	<b>6 285 200</b>
Charges à caractère général (chap 011)	63 059	2 446 475	5 191 433	4 506 635	4 870 229	4 530 200	4 530 200	4 530 200	4 530 200	4 530 200
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	225 232	200 274	226 933	253 333	285 733	291 448	297 277	303 222	309 287	315 472
Atténuations de produit (chap 014)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges de gestion courante (chap 65)	0	0	0	0	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000
Intérêts de la dette (art 66111)	214 665	200 504	167 599	175 404	163 858	152 663	159 250	168 250	193 237	204 831
Autres dépenses de fonctionnement	- 9 326	- 8 914	- 9 296	- 8 777	- 6 566	0	0	0	0	0
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>483 431</b>	<b>2 838 736</b>	<b>5 595 675</b>	<b>4 988 695</b>	<b>5 381 261</b>	<b>5 044 310</b>	<b>5 056 727</b>	<b>5 091 672</b>	<b>5 102 724</b>	<b>5 120 603</b>
<b>Epargne de gestion</b>	<b>2 204 892</b>	<b>2 221 780</b>	<b>1 764 185</b>	<b>1 355 392</b>	<b>1 037 798</b>	<b>1 393 552</b>	<b>1 387 723</b>	<b>1 381 778</b>	<b>1 375 713</b>	<b>1 369 528</b>
Intérêts de la dette	214 665	200 504	167 599	175 404	163 858	152 663	159 250	168 250	193 237	204 831
<b>Epargne brute</b>	<b>1 990 227</b>	<b>2 020 875</b>	<b>1 576 588</b>	<b>1 179 988</b>	<b>873 940</b>	<b>1 240 890</b>	<b>1 228 473</b>	<b>1 193 528</b>	<b>1 182 476</b>	<b>1 164 697</b>
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	465 316	420 500	423 653	426 660	436 853	456 701	467 663	529 887	593 186	545 020
<b>Epargne nette</b>	<b>1 584 909</b>	<b>1 600 375</b>	<b>1 152 935</b>	<b>753 328</b>	<b>436 086</b>	<b>784 189</b>	<b>730 810</b>	<b>623 641</b>	<b>589 291</b>	<b>619 676</b>
Emprunts	0	0	0	0	0	600 000	1 400 000	700 000	1 000 000	1 000 000
Autres recettes	522 100	2 683	229 177	228 167	841 796	471 000	225 000	541 667	125 000	125 000
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>522 100</b>	<b>2 683</b>	<b>229 177</b>	<b>228 167</b>	<b>841 796</b>	<b>1 071 000</b>	<b>1 626 000</b>	<b>1 241 667</b>	<b>1 125 000</b>	<b>1 125 000</b>
Sous-total dépenses d'équipement	1 026 620	1 677 302	1 820 878	1 484 060	2 522 119	2 185 000	2 330 000	1 920 000	1 720 000	1 720 000
Autres investissements hors PFI	0	0	59 098	0	0	0	0	0	0	0
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	465 316	420 500	423 653	426 660	436 853	456 701	467 663	529 887	593 186	545 020
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Capacité d'investissement résiduelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>1 431 936</b>	<b>2 297 802</b>	<b>2 303 526</b>	<b>1 910 720</b>	<b>2 960 972</b>	<b>2 641 701</b>	<b>2 827 663</b>	<b>2 489 887</b>	<b>2 313 186</b>	<b>2 265 020</b>
Fonds de roulement en début d'exercice	1 716 646	2 917 393	2 643 350	2 145 457	1 642 942	397 706	67 895	93 706	39 013	33 304
Résultat de l'exercice	1 080 368	- 274 043	- 497 863	- 632 545	- 1 245 296	- 329 811	25 811	- 54 692	- 5 710	24 670
Fonds de roulement en fin d'exercice	2 797 034	2 643 350	2 145 487	1 642 942	397 706	67 895	93 706	39 013	33 304	57 980
Capital Restant Dû cumulé au 01/01	0	5 894 430	5 298 804	5 050 277	4 623 617	4 184 764	4 328 063	5 230 401	5 360 514	5 767 328
Capital Restant Dû cumulé au 31/12	5 894 430	5 298 804	5 050 277	4 623 617	4 184 764	4 328 063	5 230 401	5 360 514	5 767 328	6 222 308
<b>Ratio de désendettement</b>	<b>2,96</b>	<b>2,62</b>	<b>3,20</b>	<b>3,92</b>	<b>4,79</b>	<b>3,49</b>	<b>4,25</b>	<b>4,49</b>	<b>4,88</b>	<b>5,34</b>



# Prospective budget annexe de l'assainissement

	Retrospective					Prospective				
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises (chap 70)	2 385 031	4 564 658	6 906 307	8 205 628	8 817 800	6 739 110	6 744 271	6 749 484	6 754 749	6 760 066
Subventions d'exploitation (chap 74)	1 038 608	384 720	775 027	830 270	549 100	383 500	383 500	383 500	383 500	383 500
Autres produits de gestion courante (chap 75)	216 487	15 141	232		0	0	0	0	0	0
Autres recettes d'exploitation	0	746 198	2 047	52	0	0	0	0	0	0
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>3 638 107</b>	<b>5 710 817</b>	<b>7 683 812</b>	<b>7 041 950</b>	<b>7 366 900</b>	<b>7 122 610</b>	<b>7 127 771</b>	<b>7 132 994</b>	<b>7 138 249</b>	<b>7 143 656</b>
Charges à caractère général (chap 011)	532 396	2 737 659	3 846 841	3 901 033	4 403 241	4 171 100	4 211 100	4 241 100	4 271 100	4 301 100
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	260 336	175 137	182 467	195 667	212 867	185 724	189 439	183 228	197 092	201 034
Atténuations de produit (chap 014)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges de gestion courante (chap 65)	8 355	7 647	1 648	2 719	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000
Intérêts de la dette (art 6611)	362 028	352 908	332 283	335 062	326 599	338 874	377 744	424 283	447 779	470 863
Autres dépenses de fonctionnement	283 135	235 412	301 611	103 400	56 118	52 000	52 000	52 000	52 000	52 000
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>1 436 260</b>	<b>3 509 162</b>	<b>4 664 850</b>	<b>4 537 861</b>	<b>5 030 825</b>	<b>4 779 698</b>	<b>4 862 283</b>	<b>4 942 611</b>	<b>4 999 971</b>	<b>5 065 997</b>
<b>Epargne de gestion</b>	<b>2 553 086</b>	<b>2 554 653</b>	<b>3 351 046</b>	<b>2 638 131</b>	<b>2 662 674</b>	<b>2 681 786</b>	<b>2 643 232</b>	<b>2 614 656</b>	<b>2 586 057</b>	<b>2 557 452</b>
Intérêts de la dette	352 028	352 908	332 283	335 062	326 599	338 874	377 744	424 283	447 779	470 863
<b>Epargne brute</b>	<b>2 201 657</b>	<b>2 201 755</b>	<b>3 018 763</b>	<b>2 604 069</b>	<b>2 336 075</b>	<b>2 342 912</b>	<b>2 265 488</b>	<b>2 190 373</b>	<b>2 138 278</b>	<b>2 086 589</b>
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	892 426	940 100	953 354	1 027 214	1 081 707	1 113 829	1 209 090	1 306 840	1 395 598	1 483 363
<b>Epargne nette</b>	<b>1 309 432</b>	<b>1 261 654</b>	<b>2 065 408</b>	<b>1 476 855</b>	<b>1 254 367</b>	<b>1 229 083</b>	<b>1 056 429</b>	<b>883 533</b>	<b>742 682</b>	<b>603 207</b>
Emprunts	1 400 000	0	1 600 000	600 000	1 100 000	2 100 000	2 300 000	1 750 000	1 800 000	1 100 000
Autres recettes	1 351 682	1 665 601	3 185 566	1 180 712	2 277 898	150 097	100 000	162 000	394 000	304 000
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>2 751 682</b>	<b>1 665 601</b>	<b>4 785 666</b>	<b>1 780 712</b>	<b>3 377 898</b>	<b>2 250 097</b>	<b>2 400 000</b>	<b>1 942 000</b>	<b>2 194 000</b>	<b>1 404 000</b>
Sous-total dépenses d'équipement	3 986 947	4 470 473	7 441 747	3 107 224	4 599 741	3 550 000	3 410 000	2 870 000	2 860 000	1 960 000
Autres investissements hors PPI	0	8 596	10 388	0	0	0	0	0	0	0
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	892 426	940 100	953 354	1 027 214	1 081 707	1 113 829	1 209 090	1 306 840	1 395 598	1 483 363
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Capacité d'investissement résiduelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>4 891 372</b>	<b>5 419 169</b>	<b>8 405 489</b>	<b>4 134 438</b>	<b>5 681 448</b>	<b>4 663 829</b>	<b>4 619 060</b>	<b>4 176 840</b>	<b>4 255 598</b>	<b>3 443 363</b>
Fonds de roulement en début d'exercice	2 413 880	2 043 621	492 107	109 053	41 290	73 814	2 993	49 422	4 956	81 647
Résultat de l'exercice	62 147	-1 551 614	-601 680	150 343	32 324	-70 621	46 429	-44 466	76 691	47 207
Fonds de roulement en fin d'exercice	1 776 007	492 107	109 053	41 290	73 814	2 993	49 422	4 956	81 647	128 854
Capital Restant Dû cumulé au 01/01	0	10 308 837	15 504 835	10 015 382	15 588 168	15 600 481	10 592 632	17 683 572	18 126 733	18 531 148
Capital Restant Dû cumulé au 31/12	10 308 837	15 304 835	10 015 382	15 588 168	15 600 481	10 592 632	17 683 572	18 126 733	18 531 148	18 147 784
<b>Ratio de désendettement</b>	<b>7,41</b>	<b>7,04</b>	<b>5,31</b>	<b>6,23</b>	<b>6,68</b>	<b>7,06</b>	<b>7,81</b>	<b>8,28</b>	<b>8,67</b>	<b>8,70</b>



## Tableau de bord

Budgets Principal, Assainissement, Eau,

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

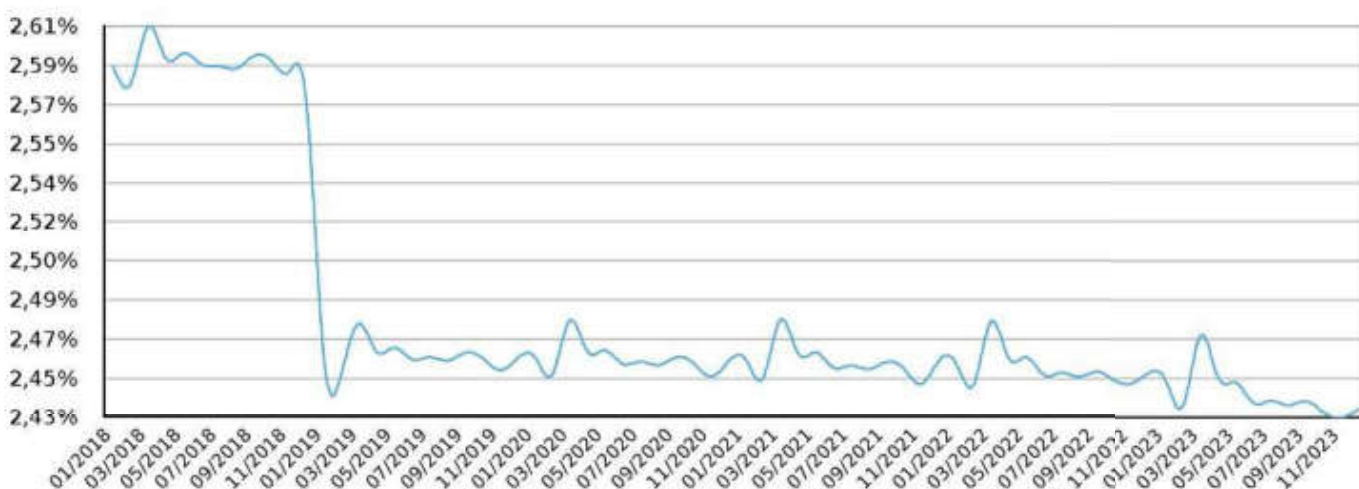


ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

## Synthèse de votre dette au 31/12/2018

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
37 263 565.76 €	2,48 %	13 ans et 11 mois	7 ans et 6 mois	32

### Evolution annuelle du taux moyen (en %)

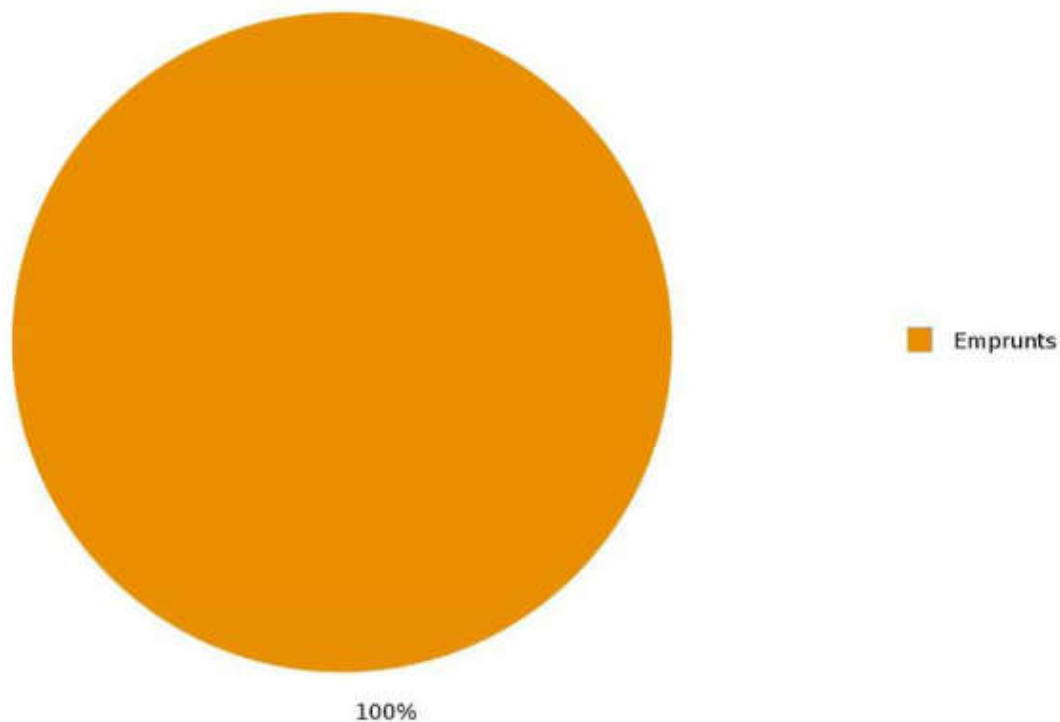


© Finance Active

Envoyé en préfecture le 08/03/2019  
Reçu en préfecture le 08/03/2019  
Affiché le 08/03/2019  
ID : 01324130041720190306-CC2019\_014-DE

## Dettes par nature

	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Emprunts	32	37 263 565.76 €	2,48 %
<b>Dettes</b>	<b>32</b>	<b>37 263 565.76 €</b>	<b>2,48 %</b>

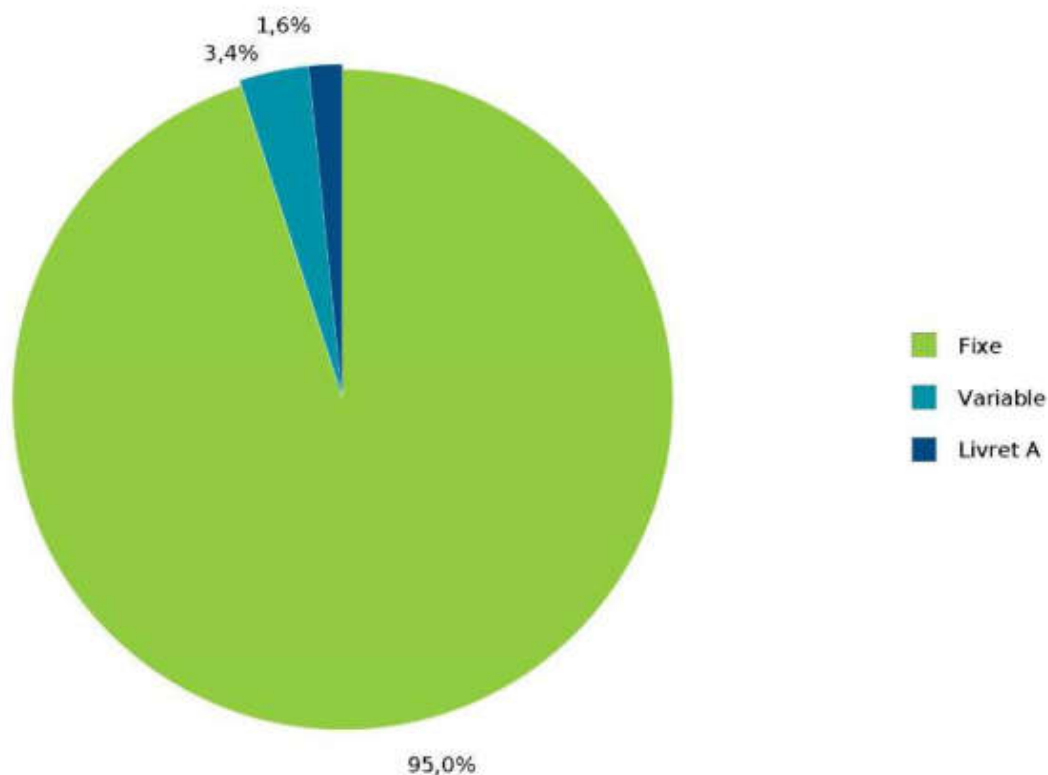


© Finance Active

Envoyé en préfecture le 08/03/2019  
Reçu en préfecture le 08/03/2019  
Affiché le 08/03/2019  
ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

## Dettes par type de risque (avec dérivés)

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	35 402 028.41 €	95,00 %	2,58 %
Variable	1 261 537.35 €	3,39 %	0,10 %
Livret A	600 000.00 €	1,61 %	1,57 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>37 263 565.76 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2,48 %</b>



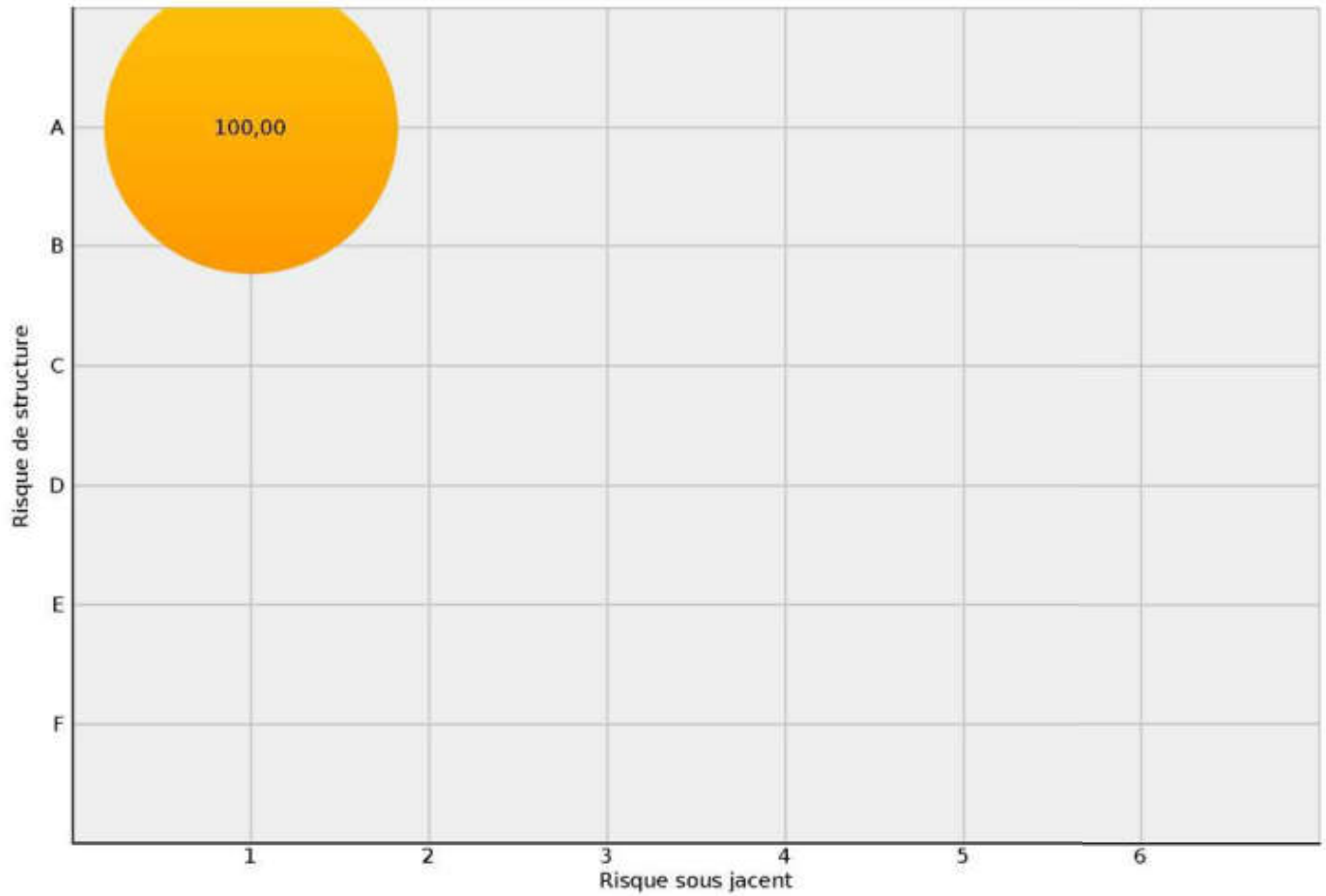
© Finance Active



## Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD

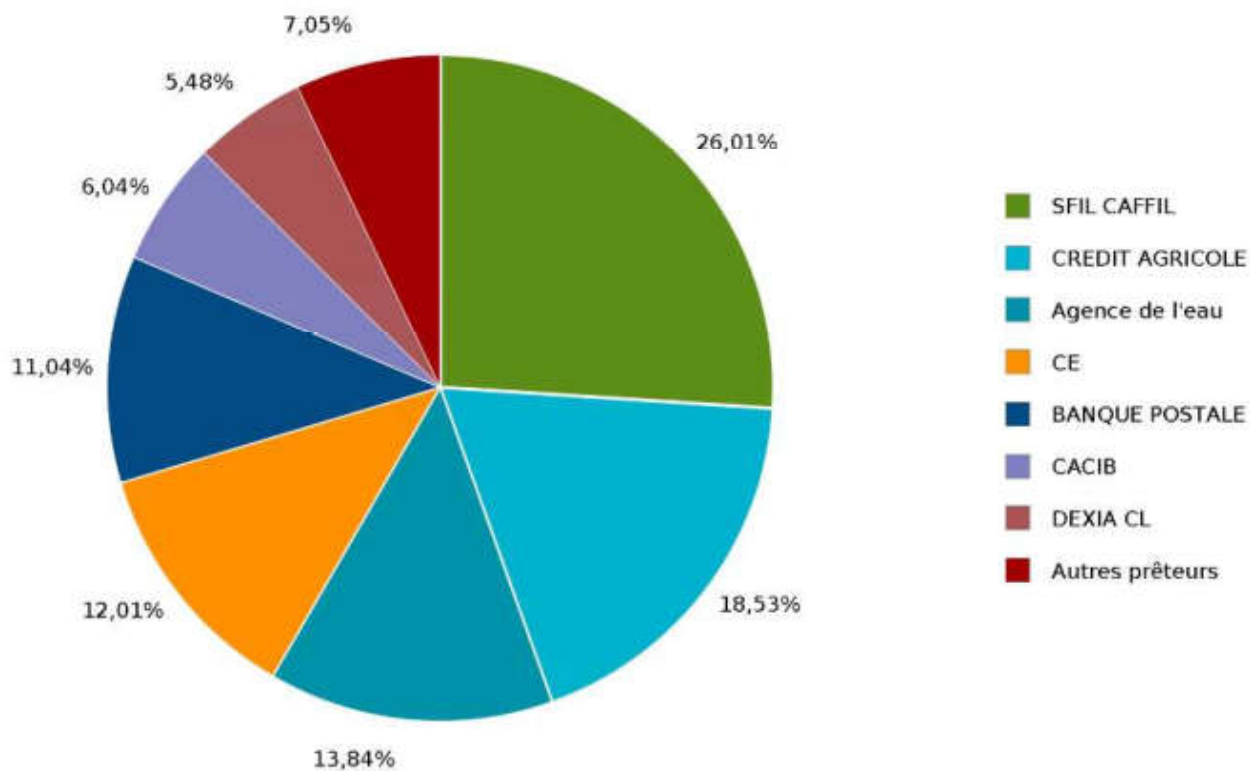


Risque élevé  
© Finance Active

Envoyé en préfecture le 08/03/2019  
 Reçu en préfecture le 08/03/2019  
 Affiché le 08/03/2019  
 ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

## Dettes par prêteur

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
SFIL CAFFIL	9 691 078.05 €	26,01 %	
CREDIT AGRICOLE	6 906 150.94 €	18,53 %	
Agence de l'eau	5 155 776.54 €	13,84 %	
CAISSE D'EPARGNE	4 476 831.00 €	12,01 %	
BANQUE POSTALE	4 114 999.99 €	11,04 %	
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	2 250 000.00 €	6,04 %	
DEXIA CL	2 040 284.15 €	5,48 %	
Autres prêteurs	2 628 445.09 €	7,05 %	
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>37 263 565.76 €</b>	<b>100,00 %</b>	-



**Dette par année**

	2019	2020	2021	2022	2023	2028
Encours moyen	36 544 474 €	33 648 700 €	30 713 306 €	27 760 546 €	24 864 903 €	11 704 495 €
Capital payé sur la période	2 891 691 €	2 908 011 €	2 950 154 €	2 886 687 €	2 903 311 €	2 011 132 €
Intérêts payés sur la période	* 930 001 €	* 860 460 €	* 787 556 €	* 715 268 €	* 642 927 €	* 271 373 €
Taux moyen sur la période	2,45 %	2,45 %	2,45 %	2,44 %	2,43 %	2,16 %



CA ARLES CRAU CAMARGUE MONTAGNETTE

## **Rapport de rétro-prospective 2019 à 2024**

### **Rapport d'orientations budgétaires 2019**

## Sommaire

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

### 1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

### 2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

- 2.1 - Les masses budgétaires
- 2.2 - Soldes financiers
- 2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
- 2.4 - Endettement

### 3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

- 3.1 - Soldes intermédiaires de gestion
- 3.2 - Epargne brute
- 3.3 - Effet de ciseau

### 4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

- 4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux
- 4.2 - Annuités de la dette
- 4.3 - Ratio de désendettement

### 5 - LA FISCALITE DIRECTE

- 5.1 - L'évolution des bases
- 5.2 - Evolution des taux et des produits

### 6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 6.1 - Les recettes de fonctionnement
- 6.2 - Les dépenses de fonctionnement

### 7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- 7.1 - Les recettes d'investissement
- 7.2 - Les dépenses d'investissement

### 8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

- 8.1 - Les dépenses prévues au PPI
- 8.2 - Les financeurs du PPI
- 8.3 - Le coût net annuel

### 9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

### 10 - LES RATIOS

## 1 - METHODOLOGIE

La prospective présentée est basée sur une estimation provisoire des résultats 2018 au 20/02/2019.

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE



## 2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

## 2.1 - Les masses budgétaires

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Recettes de fonctionnement</b>	67 709 080	67 217 908	81 109 937	83 813 630	81 706 472	82 536 083	84 030 259	84 244 584	84 979 720	86 212 967
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	60 685 337	62 778 018	82 370 423	82 622 571	79 710 301	79 849 822	80 230 066	80 563 280	80 541 660	80 424 859
<i>dont intérêts de la dette</i>	327 760	360 092	328 227	422 420	439 543	459 579	648 466	728 774	748 642	712 380
<b>Recettes d'investissement</b>	4 205 861	3 278 257	13 891 339	9 706 180	15 481 206	23 154 458	15 610 780	10 335 932	5 761 309	3 726 443
<i>dont emprunts souscrits</i>	2 500 000	0	7 000 000	4 000 000	3 200 000	12 900 000	7 600 000	4 500 000	1 700 000	0
<b>Dépenses d'investissement</b>	4 576 652	9 106 346	18 195 216	10 250 195	27 265 499	26 025 905	19 381 795	14 028 711	10 114 169	9 404 474
<i>dont capital de la dette</i>	561 596	734 326	740 782	1 097 471	1 371 130	1 566 149	2 333 978	2 705 407	2 999 093	3 133 938
<i>dont P.P.I</i>	3 952 534	8 283 264	17 452 595	9 152 724	25 894 369	24 459 756	17 047 817	11 323 304	7 115 076	6 270 536

## 2.2 - Soldes financiers

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Epargne de gestion	7 351 503	4 799 983	-932 260	1 613 479	2 435 714	3 145 840	4 448 659	4 410 078	5 186 702	6 500 488
Epargne brute	7 023 743	4 439 891	-1 260 486	1 191 058	1 996 171	2 686 261	3 800 193	3 681 303	4 438 060	5 788 108
Epargne nette	6 462 147	3 705 564	-2 001 268	93 587	625 041	1 120 112	1 466 214	975 896	1 438 967	2 654 170

## 2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fonds de roulement en début d'exercice	9 637 867	16 290 819	14 902 620	9 338 257	9 985 300	197 175	11 989	41 166	29 691	114 888
Résultat de l'exercice	6 652 951	-1 388 198	-5 564 363	647 043	-9 788 125	-185 186	29 177	-11 475	85 196	110 079
Fonds de roulement en fin d'exercice	16 290 819	14 902 620	9 338 257	9 985 300	197 175	11 989	41 166	29 691	114 888	224 967

## 2.4 - Endettement

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Encours au 31 décembre	9 519 594	8 936 543	15 044 486	17 947 015	19 775 885	31 109 735	36 375 757	38 170 351	36 871 258	33 737 320
Ratio de désendettement	1,4 ans	2 ans	-11,9 ans	15,1 ans	9,9 ans	11,6 ans	9,6 ans	10,4 ans	8,3 ans	5,8 ans
Emprunt	2 500 000	0	7 000 000	4 000 000	3 200 000	12 900 000	7 600 000	4 500 000	1 700 000	0

## 3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

### 3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

#### Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

**Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

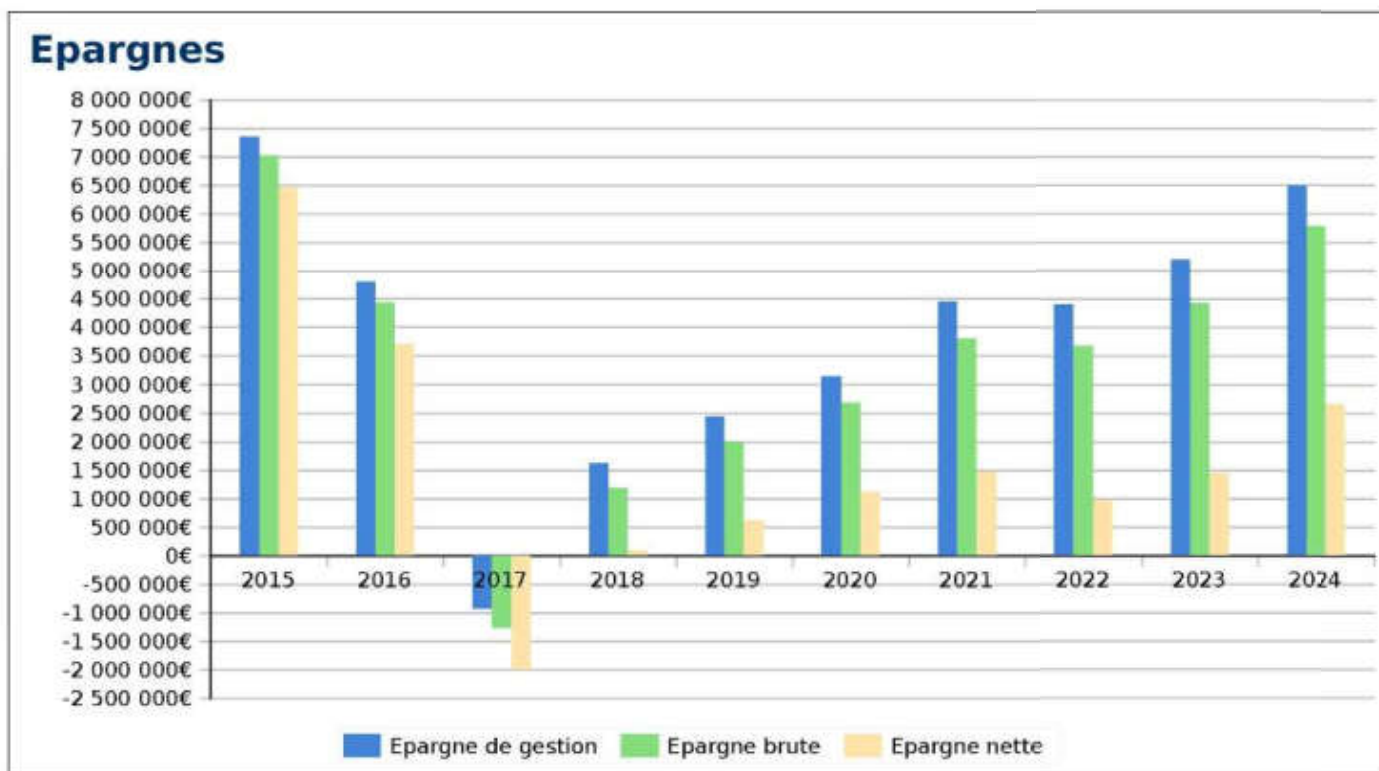
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Montants	7 351 503	4 799 983	-932 260	1 613 479	2 435 714	3 145 840	4 448 659	4 410 078	5 186 702	5 500 488

**Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Montants	7 023 743	4 439 891	-1 260 486	1 191 058	1 996 171	2 686 261	3 800 193	3 681 303	4 438 060	5 788 108

**Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Recettes de fonctionnement</b>	67 709 080	67 217 908	81 109 937	83 813 630	81 706 472	82 536 083	84 030 259	84 244 584	84 979 720	86 212 967
Epargne de gestion	7 351 503	4 799 983	-932 260	1 613 479	2 435 714	3 145 840	4 448 659	4 410 078	5 186 702	5 500 488
Epargne brute	7 023 743	4 439 891	-1 260 486	1 191 058	1 996 171	2 686 261	3 800 193	3 681 303	4 438 060	5 788 108
Taux d'épargne brute (en %)	10,37 %	6,61 %	-1,55 %	1,42 %	2,44 %	3,25 %	4,52 %	4,37 %	5,22 %	6,71 %
Epargne nette	6 462 147	3 705 564	-2 001 268	93 587	625 041	1 120 112	1 466 214	975 896	1 438 967	2 654 170



### 3.2 - Epargne brute

**Epargne brute** = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.



## Epargne brute



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Epargne brute	7 023 743	4 439 891	-1 260 486	1 191 058	1 996 171	2 686 261	3 800 193	3 681 303	4 438 060	5 788 108
Taux d'épargne brute (en %)	10,37%	6,61%	-1,55%	1,42%	2,44%	3,25%	4,52%	4,37%	5,22%	6,71%

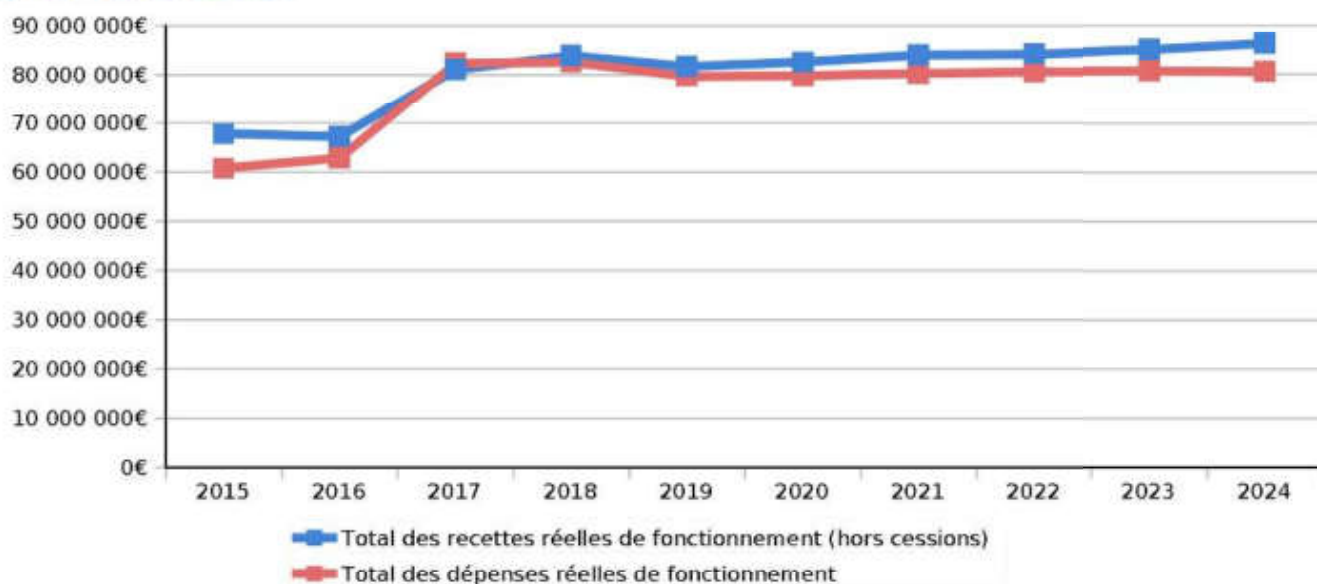
### 3.3 - Effet de ciseau

**Effet de ciseau :** Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	67 709 080	67 217 908	81 109 937	83 813 630	81 706 472	82 536 083	84 030 259	84 244 584	84 979 720	86 212 967
Evolution n-1	9,24%	-0,73%	20,67%	3,33%	-2,51%	1,02%	1,81%	0,26%	0,87%	1,45%
Dépenses de fonctionnement	60 685 337	62 778 018	82 370 423	82 622 571	79 710 301	79 849 822	80 230 066	80 563 280	80 541 660	80 424 859
Evolution n-1	3,36%	3,45%	31,21%	0,31%	-3,52%	0,18%	0,48%	0,42%	-0,03%	-0,15%

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.

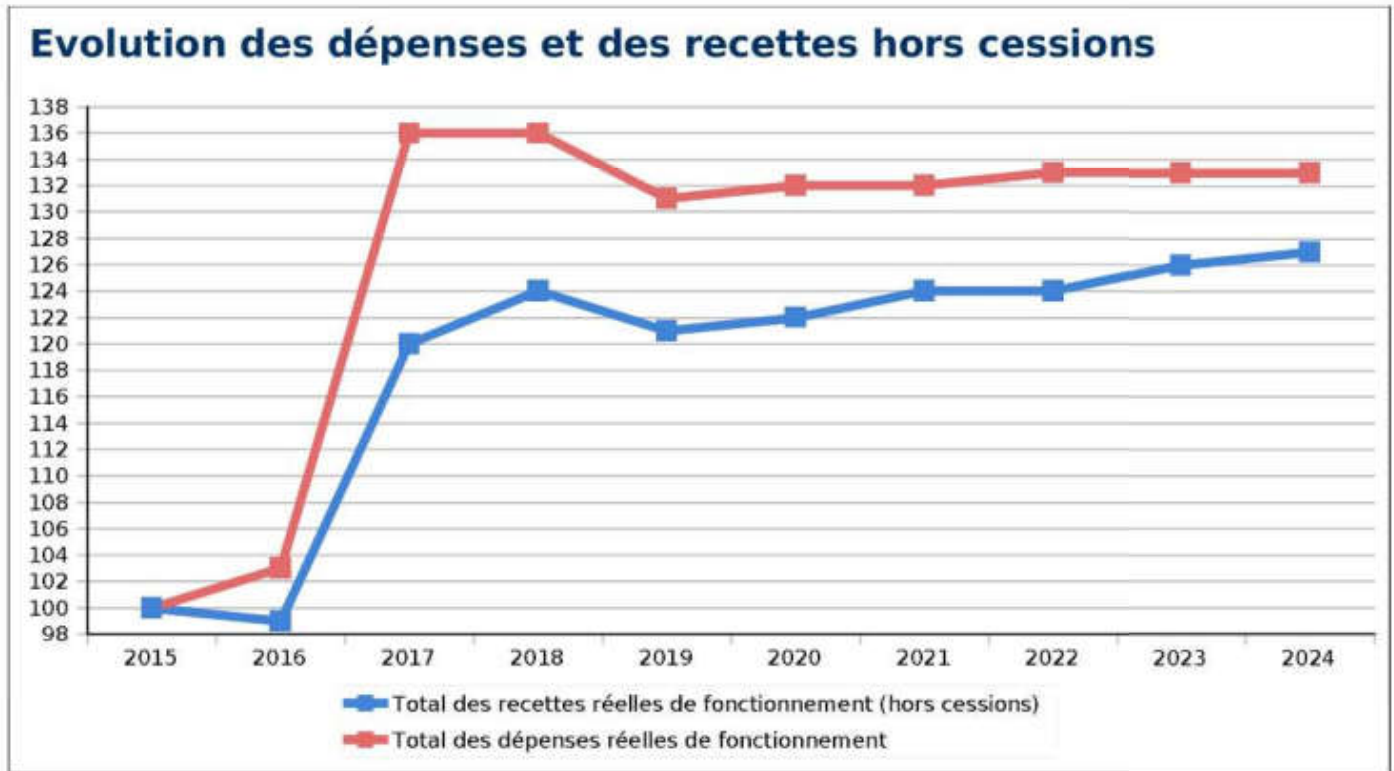
## Effet de ciseau





Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes (hors cessions) en base 100. Si l'évolution des dépenses est supérieure à l'évolution des recettes, alors un effet de ciseau peut se matérialiser.



## 4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

Envoyé en préfecture le 08/03/2019  
Reçu en préfecture le 08/03/2019  
Affiché le 08/03/2019  
ID : 01324130041720190306CC2019\_0140E

### 4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

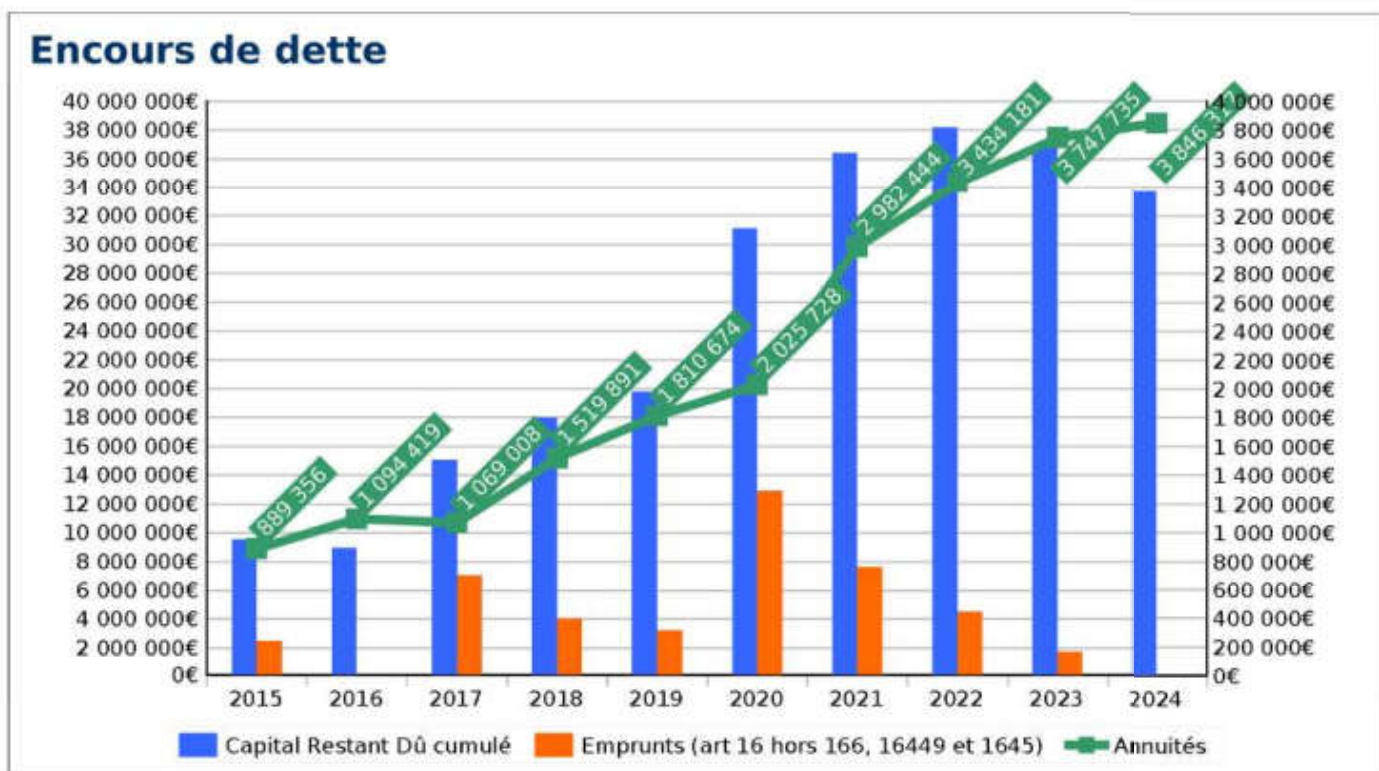
Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **9 519 594 € en 2015 à 33 737 320 € en 2024** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **889 356 € en 2015 à 3 846 317 € en 2024** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2015	9 519 594	25,23 %	2 500 000
2016	8 936 543	-6,12 %	0
2017	15 044 486	68,35 %	7 000 000
2018	17 947 015	19,29 %	4 000 000
2019	19 775 885	10,19 %	3 200 000
2020	31 109 735	57,31 %	12 900 000
2021	36 375 757	16,93 %	7 600 000
2022	38 170 351	4,93 %	4 500 000
2023	36 871 258	-3,4 %	1 700 000
2024	33 737 320	-8,5 %	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	15,09 %	254,4 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



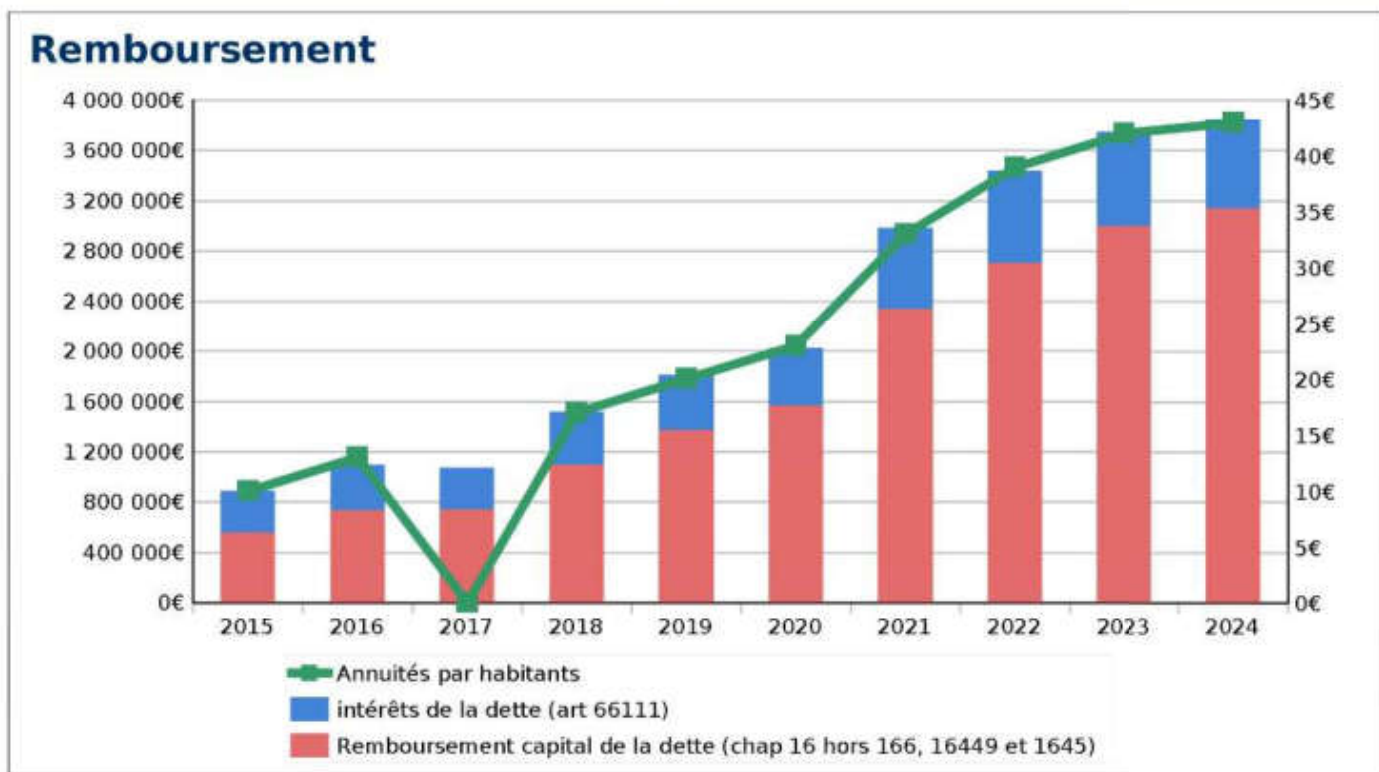
### 4.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Annuités	889 356	1 094 419	1 069 008	1 519 891	1 810 674	2 025 728	2 982 444	3 434 181	3 747 735	3 846 317
Evolution n-1 (en %)	12,09 %	23,06 %	-2,32 %	42,18 %	19,13 %	11,88 %	47,23 %	15,15 %	9,13 %	2,63 %
Capital en euro	561 596	734 326	740 782	1 097 471	1 371 130	1 566 149	2 333 978	2 705 407	2 999 093	3 133 938
Intérêts en euro	327 760	360 092	328 227	422 420	439 543	459 579	648 466	728 774	748 642	712 380

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Annuités	10	13	0	17	20	23	33	39	42	43
Capital	6	9	0	12	15	18	26	30	34	35
Intérêts	4	4	0	5	5	5	7	8	8	8

### 4.3 - Ratio de désendettement

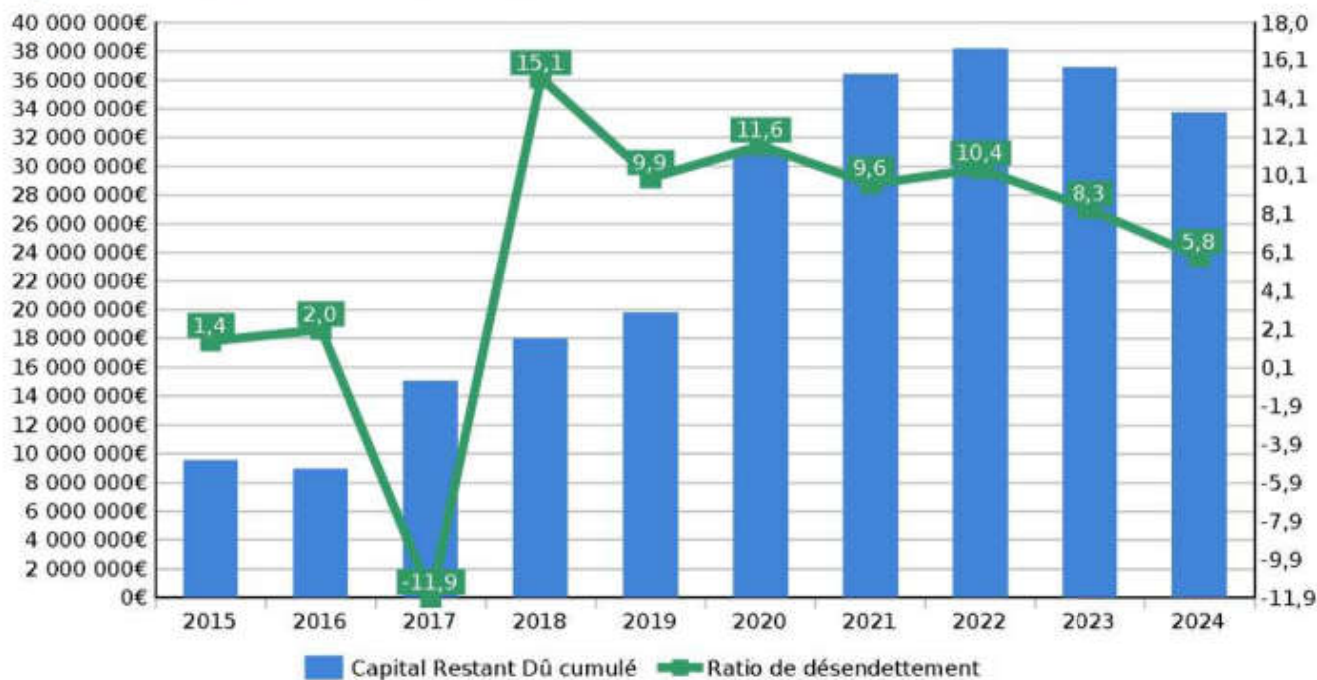
Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ratio	1,4 ans	2 ans	-11,9 ans	15,1 ans	9,9 ans	11,6 ans	9,6 ans	10,4 ans	8,3 ans	5,8 ans



## Capacité de désendettement



### L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette.

Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ( $CDD/DVM < 1$ ), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ( $CDD/DVM > 1$ ), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.

## 5 - LA FISCALITE DIRECTE

## 5.1 - L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

Années	Base cotisation foncière	Base taxe d'habitation	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2015	41 952 359	115 147 285	108 720 163	4 702 128
2016	42 902 615	112 830 287	109 638 350	4 692 766
2017	44 320 023	114 145 014	111 525 084	4 504 156
2018	46 459 193	114 916 292	114 285 000	4 578 550
2019	51 067 369	117 789 199	117 142 125	4 624 336
2020	52 599 390	120 733 929	120 070 678	4 670 579
2021	54 177 372	123 752 278	123 072 445	4 717 285
2022	55 802 693	126 846 084	126 149 256	4 764 457
2023	57 476 774	130 017 237	129 302 988	4 812 102
2024	59 201 077	133 267 667	132 535 562	4 860 223

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

## 5.2 - Evolution des taux et des produits

## COTISATION FONCIERE :

Années	Base cotisation foncière	Evol base CFE	Produit CFE	Evol produit CFE	Taux CFE	Evol taux CFE
2015	41 952 359	10,32 %	13 051 379	10,32 %	31,11 %	0 %
2016	42 902 615	2,27 %	13 347 004	2,27 %	31,11 %	0 %
2017	44 320 023	3,3 %	13 787 959	3,3 %	31,11 %	0 %
2018	46 459 193	4,83 %	14 453 455	4,83 %	31,11 %	0 %
2019	51 067 369	9,92 %	15 887 058	9,92 %	31,11 %	0 %
2020	52 599 390	3 %	16 363 670	3 %	31,11 %	0 %
2021	54 177 372	3 %	16 854 580	3 %	31,11 %	0 %
2022	55 802 693	3 %	17 360 218	3 %	31,11 %	0 %
2023	57 476 774	3 %	17 881 024	3 %	31,11 %	0 %
2024	59 201 077	3 %	18 417 455	3 %	31,11 %	0 %

## TAXE D'HABITATION :

Années	Base nette TH	Evol base nette TH	Produit TH	Evol produit TH	Taux TH	Evol taux TH
2015	115 147 285	5 %	11 768 053	5 %	10,22 %	0 %
2016	112 830 287	-2,01 %	11 531 255	-2,01 %	10,22 %	0 %
2017	114 145 014	1,17 %	11 665 620	1,17 %	10,22 %	0 %
2018	114 916 292	0,68 %	11 744 445	0,68 %	10,22 %	0 %
2019	117 789 199	2,5 %	12 038 056	2,5 %	10,22 %	0 %
2020	120 733 929	2,5 %	12 339 008	2,5 %	10,22 %	0 %
2021	123 752 278	2,5 %	12 647 483	2,5 %	10,22 %	0 %
2022	126 846 084	2,5 %	12 963 670	2,5 %	10,22 %	0 %
2023	130 017 237	2,5 %	13 287 762	2,5 %	10,22 %	0 %
2024	133 267 667	2,5 %	13 619 956	2,5 %	10,22 %	0 %

## TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2015	108 720 163	5,27 %	0	0	0 %	0
2016	109 638 350	0,84 %	0	0	0 %	0
2017	111 525 084	1,72 %	0	0	0 %	0
2018	114 285 000	2,47 %	0	0	0 %	0
2019	117 142 125	2,5 %	0	0	0 %	0
2020	120 070 678	2,5 %	0	0	0 %	0

Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2021	123 072 445	2,5 %	0	0	0 %	0
2022	126 149 256	2,5 %	0	0	0 %	0
2023	129 302 988	2,5 %	0	0	0 %	0
2024	132 535 562	2,5 %	0	0	0 %	0

## TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

Années	Base nette TFNB	Evol base TFNB	Produit TFNB	Evol produit TFNB	Taux TFNB	Evol taux TFNB
2015	4 702 128	0,75 %	123 196	0,75 %	2,62 %	0 %
2016	4 692 766	-0,2 %	122 950	-0,2 %	2,62 %	0 %
2017	4 504 156	-4,02 %	118 009	-4,02 %	2,62 %	0 %
2018	4 578 550	1,65 %	119 958	1,65 %	2,62 %	0 %
2019	4 624 336	1 %	121 158	1 %	2,62 %	0 %
2020	4 670 579	1 %	122 369	1 %	2,62 %	0 %
2021	4 717 285	1 %	123 593	1 %	2,62 %	0 %
2022	4 764 457	1 %	124 829	1 %	2,62 %	0 %
2023	4 812 102	1 %	126 077	1 %	2,62 %	0 %
2024	4 860 223	1 %	127 338	1 %	2,62 %	0 %



## 6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

## 6.1 - Les recettes de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

SLO

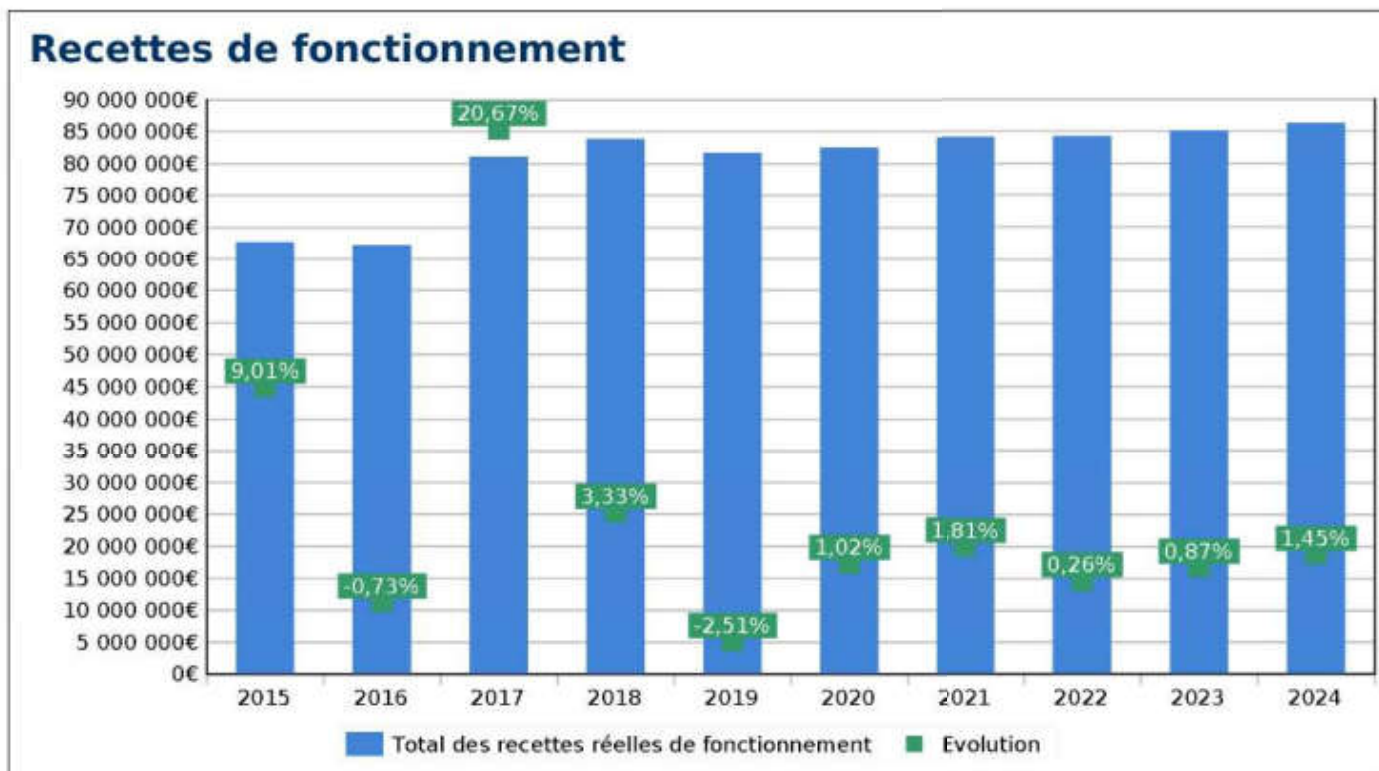
ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2015	67 709 080	9,01 %	783
2016	67 217 908	-0,73 %	802
2017	81 109 937	20,67 %	0
2018	83 813 630	3,33 %	940
2019	81 706 472	-2,51 %	916
2020	82 536 083	1,02 %	926
2021	84 030 259	1,81 %	943
2022	84 244 584	0,26 %	945
2023	84 979 720	0,87 %	953
2024	86 212 967	1,45 %	967

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	2,72 %	27,33 %



## Les principales recettes de fonctionnement

**Produits de la fiscalité directe** : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
25 093 403	25 125 641	25 571 588	26 436 227	28 167 009	28 948 198	29 751 270	30 576 843	31 425 552	32 298 051

**Produits de la fiscalité reversée** : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
14 979 284	15 116 718	15 798 887	15 248 942	15 709 344	15 751 798	15 819 190	15 887 043	15 955 367	16 024 175

**Produits de la fiscalité indirecte** : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
4 285 878	4 389 976	18 670 888	20 820 616	16 922 357	17 949 950	18 480 948	17 915 403	17 853 367	18 094 121

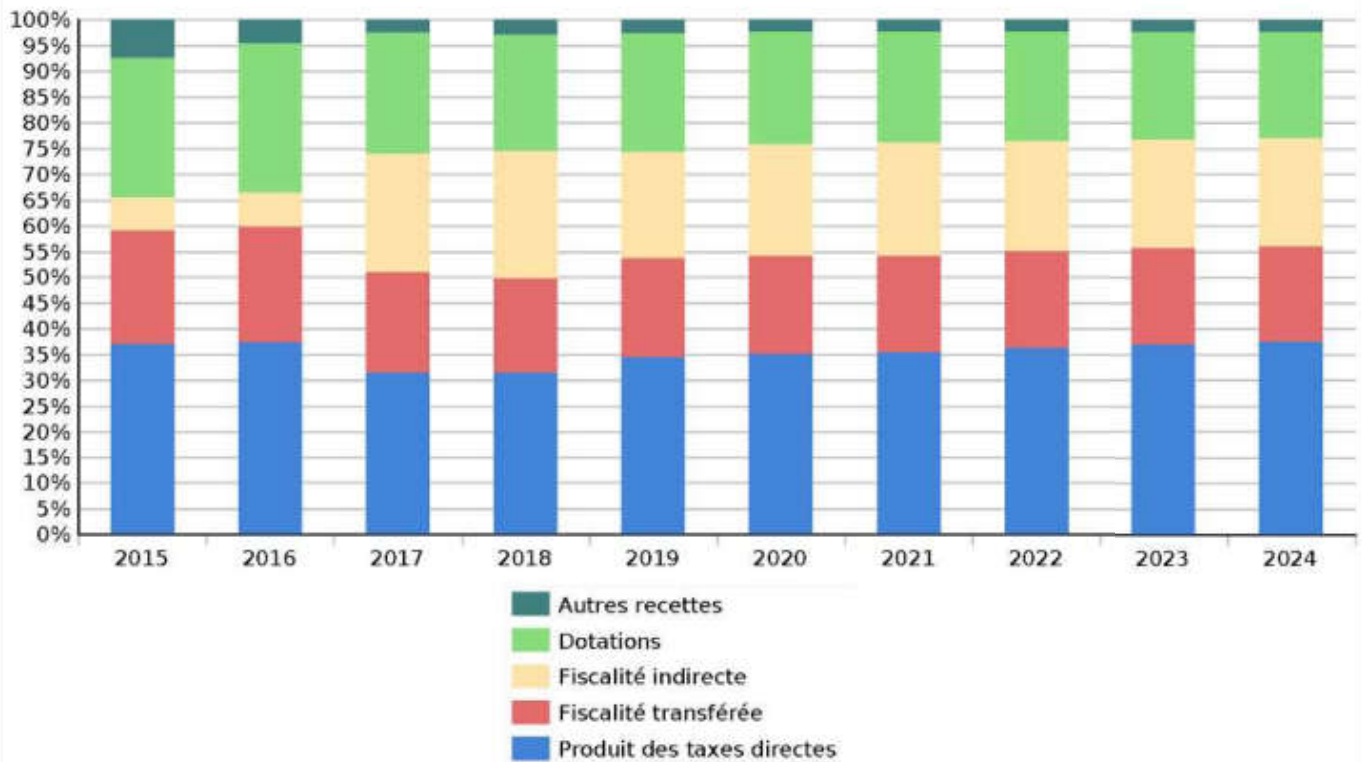
**Dotations** : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
18 334 934	19 449 813	19 042 595	18 829 997	18 739 403	17 956 519	18 012 006	17 860 232	17 701 134	17 712 040

**Autres recettes** : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
5 015 581	3 135 759	2 025 978	2 477 848	2 168 360	1 929 617	1 966 844	2 005 063	2 044 300	2 084 580

## Répartition des recettes de fonctionnement



## 6.2 - Les dépenses de fonctionnement

### Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2015	60 685 337	3,36 %	701
2016	62 778 018	3,45 %	749
2017	82 370 423	31,21 %	0
2018	82 622 571	0,31 %	927
2019	79 710 301	-3,52 %	894
2020	79 849 822	0,18 %	896
2021	80 230 066	0,48 %	900
2022	80 563 280	0,42 %	904
2023	80 541 660	-0,03 %	903
2024	80 424 859	-0,15 %	902

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	3,18 %	32,53 %



## Dépenses de fonctionnement



### Les principales dépenses de fonctionnement

**Charges de personnel** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
4 053 743	4 235 729	10 716 199	11 880 808	12 775 500	12 939 878	13 004 577	13 069 600	13 134 948	13 200 623

**Charges à caractère général** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
13 217 485	13 372 856	22 820 509	24 408 460	17 372 643	17 091 036	17 224 616	17 338 448	17 157 535	17 123 877

**Atténuation de produits** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
41 471 105	42 661 512	44 190 815	41 681 367	41 012 060	41 073 121	41 138 972	41 210 079	41 286 957	41 287 957

**Contingents et participations obligatoires** : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
0	0	2 006 695	47 400	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000

**Subventions** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1 270 250	1 768 285	1 930 119	1 752 837	1 922 767	2 037 816	2 050 786	2 064 016	2 077 510	2 091 275

**Intérêts de la dette** : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

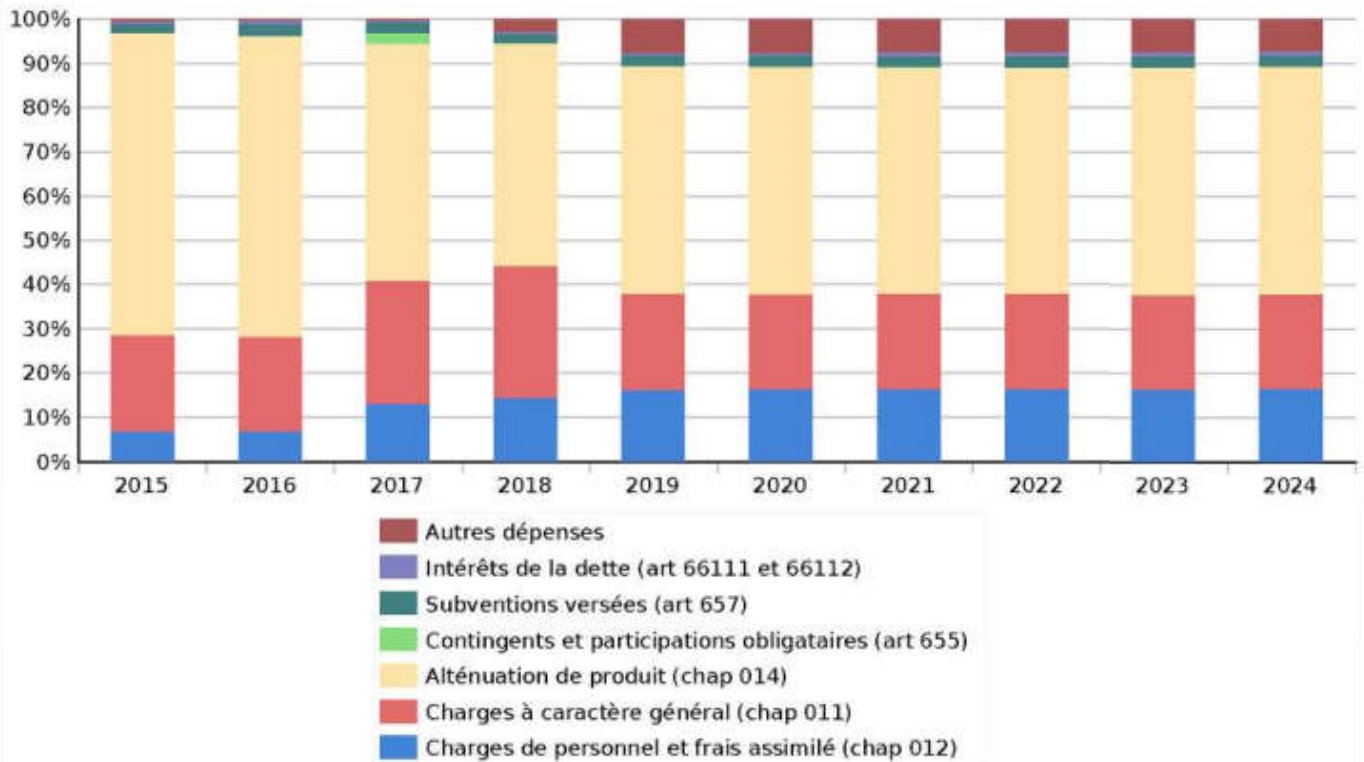
2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
317 535	378 613	315 909	446 901	428 993	459 579	648 466	728 774	748 642	712 380

**Autres dépenses** : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
355 220	361 023	390 177	2 404 798	6 148 338	6 198 392	6 112 649	6 102 363	6 086 068	5 958 747



## Répartition des dépenses de fonctionnement



### Indicateur d'évolution de la ressource humaine

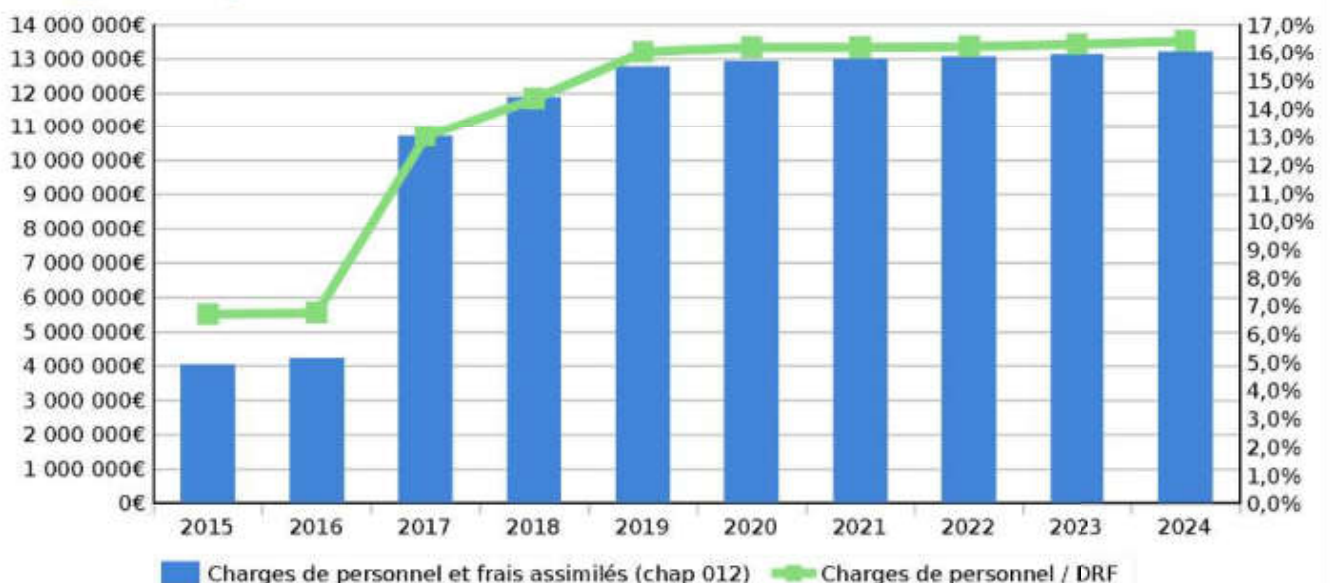
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
4 053 743	4 235 729	10 716 199	11 880 808	12 775 500	12 939 878	13 004 577	13 069 600	13 134 948	13 200 623

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
6,68 %	6,75 %	13,01 %	14,38 %	16,03 %	16,21 %	16,21 %	16,22 %	16,31 %	16,41 %

## Charges de personnel



## 7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

ID : 013-241300417-20190306-CC2019\_014-DE

## 7.1 - Les recettes d'investissement

**FCTVA** : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
387 019	420 460	1 471 925	1 172 866	2 813 515	2 647 073	1 614 078	940 769	548 714	499 502

**Subventions perçues** : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1 295 001	2 705 481	5 105 873	4 533 314	9 467 691	7 607 385	6 396 702	4 895 163	3 512 595	3 226 941

**Taxe d'urbanisme** : Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe locale d'équipement, la taxe du plafond légal de densité....

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024

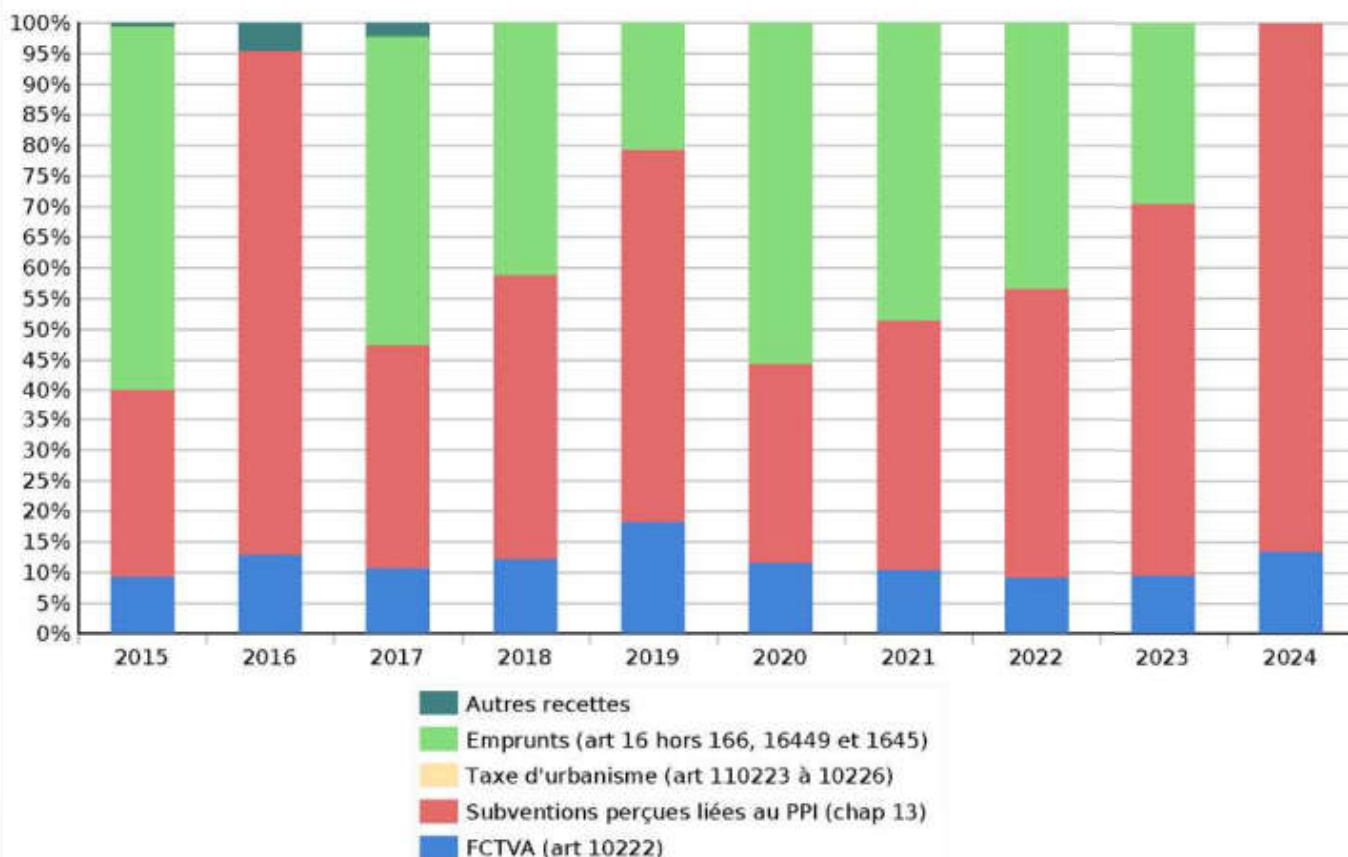
**Emprunts** : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
2 500 000	0	7 000 000	4 000 000	3 200 000	12 900 000	7 600 000	4 500 000	1 700 000	0

**Recettes diverses** : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
23 840	152 317	313 541	0	0	0	0	0	0	0

## Répartition des recettes d'investissement



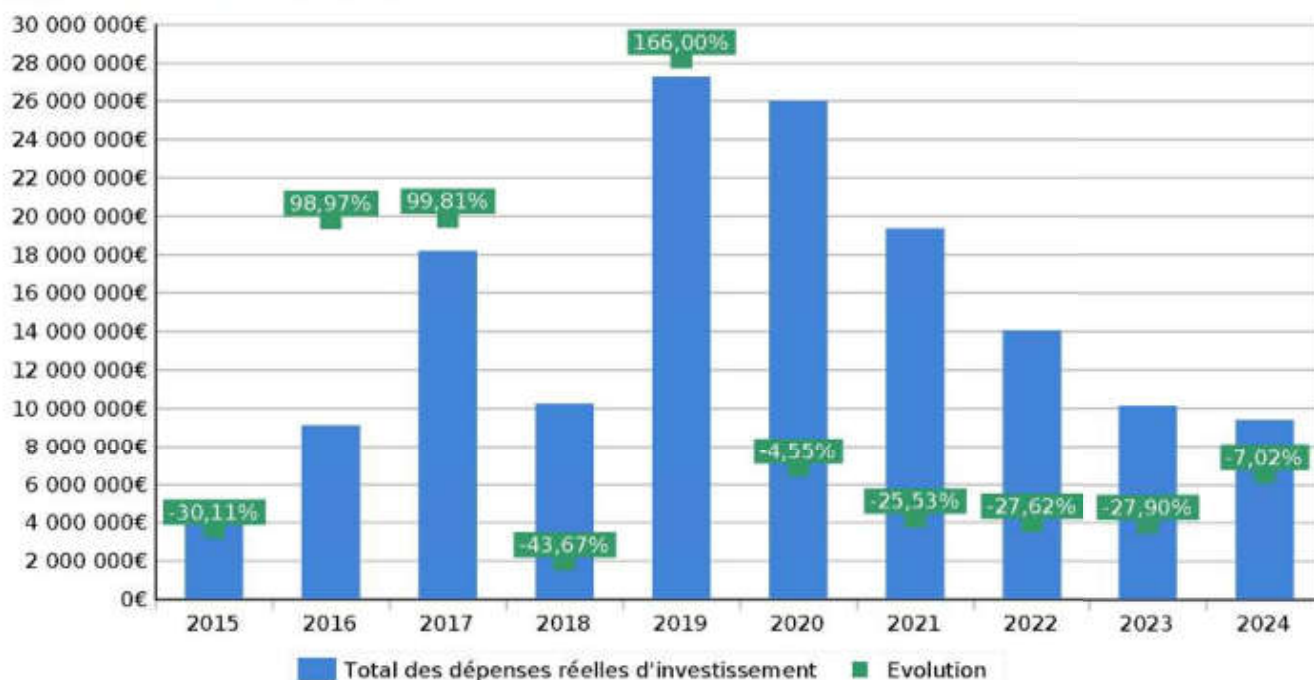


## 7.2 - Les dépenses d'investissement

### Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2015	4 576 652	-30,11 %	53
2016	9 106 346	98,97 %	109
2017	18 195 216	99,81 %	0
2018	10 250 195	-43,67 %	115
2019	27 265 499	166 %	306
2020	26 025 905	-4,55 %	292
2021	19 381 795	-25,53 %	217
2022	14 028 711	-27,62 %	157
2023	10 114 169	-27,9 %	113
2024	9 404 474	-7,02 %	105

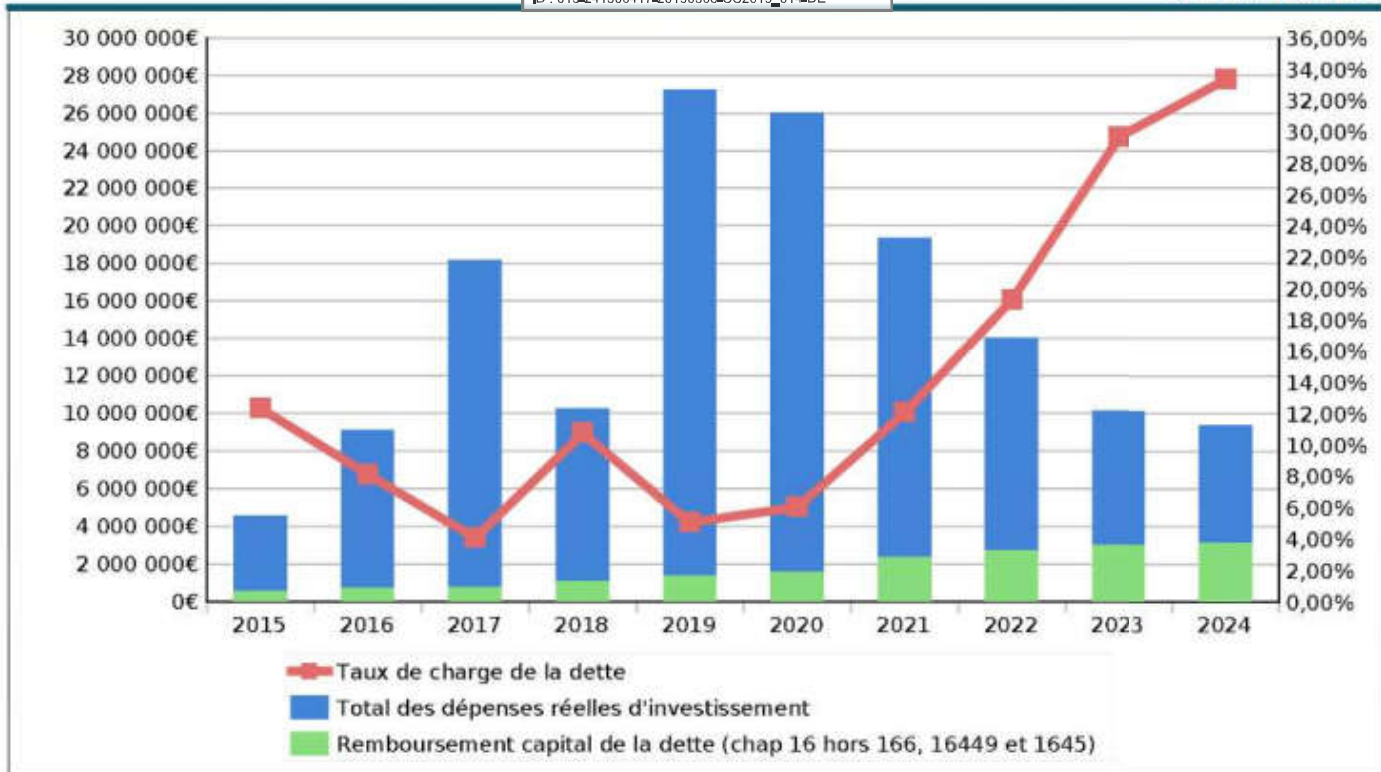
### Dépenses d'investissement



### Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2015	4 576 652	561 596	12,27 %
2016	9 106 346	734 326	8,06 %
2017	18 195 216	740 782	4,07 %
2018	10 250 195	1 097 471	10,71 %
2019	27 265 499	1 371 130	5,03 %
2020	26 025 905	1 566 149	6,02 %
2021	19 381 795	2 333 978	12,04 %
2022	14 028 711	2 705 407	19,28 %
2023	10 114 169	2 999 093	29,65 %
2024	9 404 474	3 133 938	33,32 %





## 8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

### 8.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
AMEN - ACCM - Acquisitions foncières (opportunités)	0	13 650	358 110	0	0	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	1 871 760
AMEN - ACCM - Aménagement numérique	0	515 424	1 349 220	559 200	465 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	3 888 844
AMEN - ACCM - bornes de recharge électrique	0	0	0	0	100 000	0	0	0	0	0	100 000
AMEN - ACCM - divers fonds de concours communes	0	0	0	0	1 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000
AMEN - ACCM - réhabilitation canal haute crau	0	0	0	0	360 000	2 520 000	2 520 000	0	0	0	5 400 000
AMEN - ACCM - travaux futurs locaux DMA	0	0	0	0	800 000	0	0	0	0	0	800 000
AMEN - ACCM Acquisition locaux Orange (DMA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AMEN - ARLES - Acquisition Locaux SEA	0	0	1 745 088	0	0	0	0	0	0	0	1 745 088
AMEN - ARLES - Mission architecture urbaine grands projets et aménagement Minimes	0	0	0	0	120 000	0	0	0	0	0	120 000
AMEN - ARLES - Papeteries Etienne - acquisition (EPF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AMEN - ARLES - Papeteries Etienne - avance au budget annexe	0	0	0	455 000	1 672 751	1 672 751	412 751	0	0	0	4 213 253
AMEN - ARLES - Subv Parc Camargue	0	0	0	0	50 000	0	0	0	0	0	50 000
AMEN - ARLES - ZI NORD - terrains (concessionnaires)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AMEN - ARLES - aménagement berges -coeur de ville (fonds concours)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AMEN - ARLES - pôle échange multimodal	0	0	0	0	80 000	1 120 000	1 150 000	1 150 000	0	0	3 500 000
AMEN - ARLES - voie verte (voie SNCF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AMEN - ARLES - Acquisition Locaux CCI (ACCM Eaux)	0	478 000	6 466	0	0	0	0	0	0	0	484 466
AMEN - ARLES Aménagement locaux CCI (ACCM eaux)	0	0	75 927	815 029	256 350	0	0	0	0	0	1 147 306
AMEN - ARLES parking relais plage Piémanson	0	0	0	0	36 000	528 000	0	0	0	0	564 000
AMEN - Aménagement locaux SEA	0	0	179 399	66 327	19 554	0	0	0	0	0	265 280
AMEN -ARLES parking relais	0	0	0	0	12 000	132 000	0	0	0	0	144 000



	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Trinquetail											
CULT - ACCM - Divers conservatoire	0	45 201	38 564	50 174	61 008	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	444 947
CULT - ARLES - Capitole (travaux sans acquisition)	0	0	0	0	20 000	0	0	0	0	0	20 000
CULT - ARLES - Conservatoire de musique (acq° Capitole ou autre)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CULT - ARLES - Ecole nationale supérieure de la photographie	0	0	500 000	500 000	0	0	0	0	0	0	1 000 000
CULT - ARLES - Subv Inv Musée Arles Antique (réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CULT - SMC - Conservatoire (dont grange)	0	35 989	29 828	13 815	11 350	0	0	0	0	0	90 982
DIV - ACCM - Divers	0	352 150	339 705	364 131	808 852	0	0	0	0	0	1 864 838
DMA - ACCM - bennes GNV	0	0	0	0	250 000	690 000	800 000	990 000	0	0	2 730 000
DMA - ACCM - bennes HORS GNV	0	0	277 035	203 330	590 309	0	0	0	0	0	1 070 674
DMA - ACCM - divers	0	0	0	172 409	731 963	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	1 404 372
DMA - ACCM - déchetterie mobile	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DMA - ACCM - matériel roulant hors bennes	0	0	0	0	280 000	195 000	180 000	0	0	0	655 000
DMA - ACCM - station avitaillement GNV	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DMA - ACCM - traitement bio-déchets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DMA - ACCM - traitement déchets verts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DMA - ARLES - déchetteries	0	0	0	18 471	728 504	700 000	700 000	0	0	0	2 146 975
ECO - ACCM - Travaux divers zones	0	1 123 948	436 255	259 085	791 590	300 000	0	0	0	0	2 910 878
ECO - ACCM - Eclairage public zones	0	3 618	22 661	79 386	111 444	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	467 109
ECO - ACCM - Fisac Crau Montagnette	0	16 043	0	0	122 906	0	0	0	0	0	138 949
ECO - ACCM - Travaux défense incendie (toutes zones)	0	0	59 285	42 106	174 789	90 000	50 000	50 000	50 000	50 000	566 180
ECO - ACCM - Travaux fibre optique (liés marchés - hors aménagement numérique)	0	0	82 648	18 487	82 074	0	0	0	0	0	183 209
ECO - ACCM - Travaux géoréférencement (toutes zones)	0	0	0	0	15 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	165 000
ECO - ACCM - Travaux signalisation (toutes zones)	0	0	4 361	15 579	29 784	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	299 724
ECO - ACCM - Travaux stations de pluvial (toutes zones)	0	0	21 158	36 953	3 176	0	50 000	50 000	50 000	50 000	261 287
ECO - ACCM - Travaux voirie (toutes zones)	0	0	0	0	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 200 000
ECO - ACCM - Travaux espaces verts (toutes zones)	0	0	0	0	0	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000
ECO - ARLES - BA Montmajour (excédent + remb avance)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ECO - ARLES - Fisac Zus	0	93 038	46 405	0	25 000	150 000	150 000	0	0	0	464 443
ECO - ARLES - Fisac centre	0	113 611	292 497	16 752	13 760	0	0	0	0	0	436 620
ECO - ARLES - Fisac quartiers villages	0	259 585	40 386	5 976	783	0	0	0	0	0	306 730
ECO - ARLES - Locaux d'entreprises (Minimes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ECO - ARLES - Requalification village d'entreprises	0	153 788	68 618	256 809	54 310	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	683 525
ECO - ARLES - Réhabilitation NRJ VE	0	0	7 031	79 086	782 702	300 000	0	0	0	0	1 168 819
ECO - ARLES - Subvention investissement IPA (village entreprise)	0	0	120 000	0	0	0	0	0	0	0	120 000
ECO - ARLES - ZA FOURCHON - Requalification	0	0	0	0	50 000	150 000	150 000	150 000	0	0	500 000
ECO - ARLES - ZI NORD - Désclavement port fluvial - franchissement voie ferrée	0	1 578 367	5 950 074	1 119 820	604 000	0	0	0	0	0	9 252 261
ECO - ARLES - ZI NORD - Liaison Galilée Rainard Zi	0	0	0	0	72 000	600 000	0	0	0	0	672 000
ECO - ARLES - ZI NORD - Requalification avenue Libération	0	0	0	0	70 000	1 000 000	0	0	0	0	1 070 000
ECO - ARLES - commerce et coeur de ville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ECO - ARLES ZI NORD - Liaison Roland Garros-Chamson	0	0	0	0	11 568	0	120 000	0	0	0	131 568
ECO - SMC ZI BDL - Pont des morts - RN 113 et maillage	0	18 320	5 347	0	37 332	600 000	0	0	0	0	660 999
ECO - SMC - ZI BDL - Requalification rue Marie Curie	0	0	0	0	260 000	0	0	0	0	0	260 000
ECO - SMC - ZI BDL - Requalification rue Papin	0	0	0	0	475 000	0	0	0	0	0	475 000
ECO - SMC - ZI BDL Extension ZI Saint-Martin (BDL)	0	11 471	106 162	0	152 494	0	0	0	0	0	270 127
ECO - SMC - ZI BDL Giratoire (RD24)	0	954 630	0	7 114	103	0	0	0	0	0	961 847



	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
ECO - SMC - ZI BDL Giratoire Carnes	0	0	0	0	0	300 000	0	0	0	0	300 000
ECO - SMC - ZI CABRAU - Regualification	0	0	22 504	38 776	561 396	0	0	0	0	0	622 676
ECO - SMC - ZI ECOPOLE - Parking gare	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ECO - SMC - ZI ECOPOLE - Transfert rail/route	0	26 256	33 372	0	110 210	800 000	2 161 790	2 200 000	2 200 000	2 200 000	9 731 628
ECO - SMC - ZONE THOMINIÈRE - défense incendie	0	0	0	0	11 972	400 000	0	0	0	0	411 972
ECO - TARASCON - BA Roubian	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ECO - TARASCON - Fisac	0	46 357	119 854	30 677	25 000	50 000	50 000	0	0	0	321 888
ECO - TARASCON - ZA ROUBIAN - Regualification	0	172 687	1 305 046	1 158 448	1 496 106	1 900 000	0	0	0	0	6 032 287
ECO - TARASCON - abattoirs	0	0	0	0	3 910 000	0	0	0	0	0	3 910 000
ECO - TARASCON - commerce et cœur de ville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GEMAPI - ACCM - autres travaux	0	0	0	19 791	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	1 819 791
GEMAPI - travaux Symadrem	0	0	398 199	144 451	1 935 758	1 720 184	1 917 945	1 188 725	983 836	900 000	9 189 078
GEST <sup>®</sup> EAUX PLUVIALES - ACCM - travaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GEST <sup>®</sup> EAUX PLUVIALES - ACCM - études	0	0	0	95 958	80 000	520 000	0	0	0	0	695 958
GEST <sup>®</sup> EAUX PLUVIALES - ARLES - parc des Ateliers (ville d'Arles)	0	0	0	0	500 000	1 500 000	1 000 000	0	0	0	3 000 000
HAB - ACCM - Divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAB - ACCM - OPAH Cœur de ville	0	0	0	0	200 000	0	0	0	0	0	200 000
HAB - ACCM - OPAH RU ET PIG	0	0	0	0	0	137 542	356 750	505 037	569 510	659 056	2 227 895
HAB - ACCM - OPAH copros	0	0	0	0	0	4 815	9 630	39 480	9 630	39 480	103 035
HAB - ACCM - OPAH en cours	0	732 315	786 453	901 557	1 185 776	1 222 154	463 265	132 712	0	0	5 424 232
HAB - ACCM - Terrains familiaux	0	0	0	0	0	24 000	0	0	0	0	24 000
HAB - ARLES - Aire d'accueil des gens du voyage	0	0	0	0	0	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000
HAB - ARLES - acquisition immeubles (lié cœur de ville)	0	0	0	0	50 000	500 000	500 000	500 000	0	0	1 550 000
HAB - Aide à la pierre ACCM	0	850 550	467 750	443 250	798 406	879 500	822 006	986 500	574 000	287 000	6 108 962
HAB - Aide à la pierre Etat	0	194 740	1 552 294	508 950	933 974	578 830	658 680	955 850	853 100	560 000	6 796 418
HAB - SMC - Aire d'accueil des gens du voyage	0	0	0	0	200 000	700 000	300 000	0	0	0	1 200 000
HAB - TARASCON - Aire d'accueil des gens du voyage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAB - TARASCON - acquisition immeubles (lié cœur de ville)	0	0	0	0	50 000	500 000	500 000	500 000	0	0	1 550 000
PV - ACCM - Investissement QPV	0	20 000	44 379	55 800	160 200	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	1 030 379
PV - ARLES - NPNRU Barriol	0	0	0	0	0	50 000	100 000	0	0	0	150 000
PV - TARASCON - NPNRU CH Ferrages	0	0	0	0	100 000	400 000	400 000	400 000	300 000	0	1 600 000
REVITER - plan d'actions	0	0	0	0	554 400	0	0	0	0	0	554 400
TOURISME - ACCM - divers	0	0	0	60 200	137 715	0	0	0	0	0	197 915
TRA - ACCM - Accessibilité points d'arrêt	0	475 052	540 027	300 704	0	0	0	0	0	0	1 315 783
TRA - ACCM - Transport divers	0	63 920	22 324	239 123	0	0	0	0	0	0	325 367
TRA - ARLES - Site propre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>8 348 710</b>	<b>17 454 432</b>	<b>9 152 724</b>	<b>25 894 369</b>	<b>24 459 756</b>	<b>17 047 817</b>	<b>11 323 304</b>	<b>7 115 076</b>	<b>6 270 536</b>	<b>127 066 724</b>

## 8.2 - Les financeurs du PPI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Agence de l'eau	0	0	0	0	0	280 000	0	0	0	0	280 000
Autre	0	730 677	1 109 469	643 348	1 596 834	2 079 463	2 702 724	2 692 646	2 292 828	2 300 274	16 148 263
CG	0	13 273	19 979	1 531 442	3 679 049	1 655 000	1 240 000	495 000	0	0	8 633 743
CG CDDA	0	344 899	1 597 680	254 004	1 685 256	1 490 000	210 000	0	0	0	5 581 839
CR	0	0	1 786 549	682 326	1 262 287	1 448 459	1 545 298	711 667	366 667	366 667	8 169 920
ETAT	0	1 160 755	812 013	764 707	1 244 265	654 463	698 680	995 850	853 100	560 000	7 743 833
PVR	0	377 502	0	649 687	0	0	0	0	0	0	1 027 189
Remb TVA	0	89 805	93 725	0	0	0	0	0	0	0	183 530
Taxe GEMAPI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Union européenne	0	0	0	7 800	0	0	0	0	0	0	7 800
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>2 716 911</b>	<b>5 419 415</b>	<b>4 533 314</b>	<b>9 467 691</b>	<b>7 607 385</b>	<b>6 396 702</b>	<b>4 895 163</b>	<b>3 512 595</b>	<b>3 226 941</b>	<b>47 776 117</b>

## 8.3 - Le coût net annuel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Programmes (a)	0	8 348 710	17 454 432	9 152 724	25 894 369	24 459 756	17 047 817	11 323 304	7 115 076	6 270 536	127 066 724
Financeurs (b)	0	2 716 911	5 419 415	4 533 314	9 467 691	7 607 385	6 396 702	4 895 163	3 512 595	3 226 941	47 776 117
<b>Total (a-b)</b>	<b>0</b>	<b>5 631 799</b>	<b>12 035 017</b>	<b>4 619 410</b>	<b>16 426 678</b>	<b>16 852 371</b>	<b>10 651 115</b>	<b>6 428 141</b>	<b>3 602 481</b>	<b>3 043 595</b>	<b>79 290 607</b>



## 9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

### Rappel des investissements prévus au PPI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Programmes (a)	0	8 348 710	17 454 432	9 152 724	25 894 369	24 459 756	17 047 817	11 323 304	7 115 076	6 270 536	127 066 724

### L'épargne de la collectivité

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Epargne brute	7 023 743	4 439 891	-1 260 486	1 191 058	1 996 171	2 686 261	3 800 193	3 681 303	4 438 060	5 788 108
Remboursement capital de la dette	561 596	734 326	740 782	1 097 471	1 371 130	1 566 149	2 333 978	2 705 407	2 999 093	3 133 938
Epargne nette	6 462 147	3 705 564	-2 001 268	93 587	625 041	1 120 112	1 466 214	975 896	1 438 967	2 654 170

### Le financement

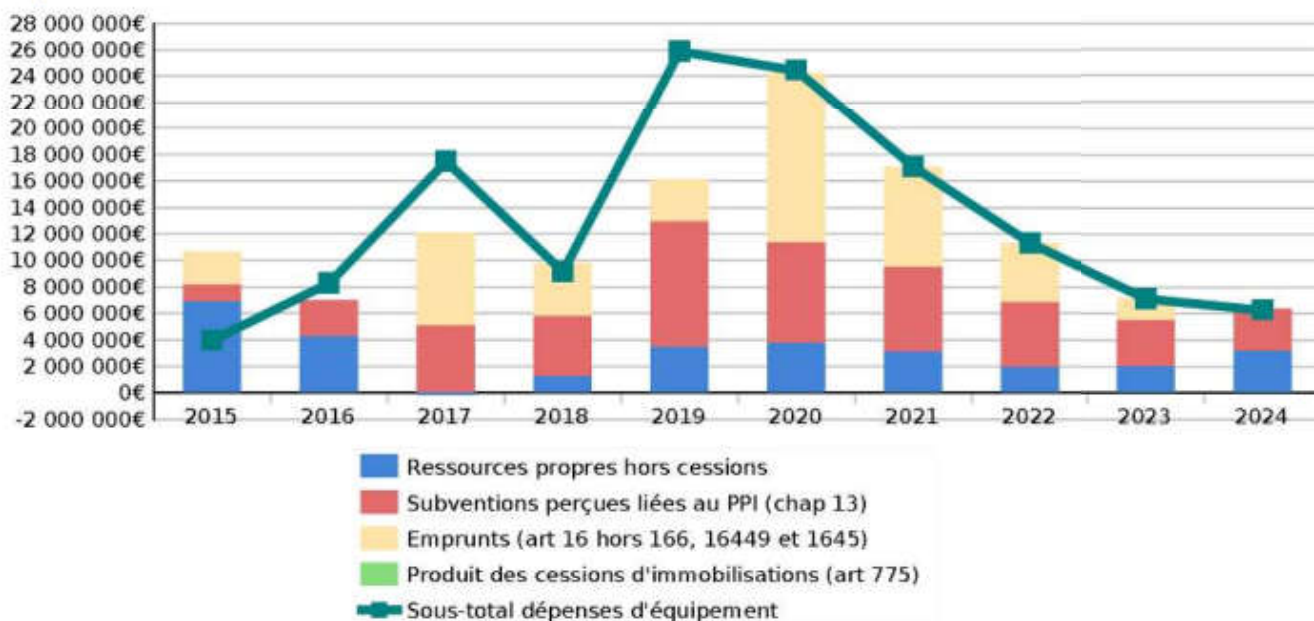
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Epargne nette (a)	6 462 147	3 705 564	-2 001 268	93 587	625 041	1 120 112	1 466 214	975 896	1 438 967	2 654 170
FCTVA (b)	387 019	420 460	1 471 925	1 172 866	2 813 515	2 647 073	1 614 078	940 769	548 714	499 502
Autres recettes (c)	23 840	152 317	313 541	0	0	0	0	0	0	0
Produit de cessions (d)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Ressources financières propres e = (a+b+c+d)</b>	<b>6 873 007</b>	<b>4 278 341</b>	<b>-215 801</b>	<b>1 266 453</b>	<b>3 438 555</b>	<b>3 767 184</b>	<b>3 080 293</b>	<b>1 916 666</b>	<b>1 987 680</b>	<b>3 153 672</b>
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	1 295 001	2 705 481	5 105 873	4 533 314	9 467 691	7 607 385	6 396 702	4 895 163	3 512 595	3 226 941
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	2 500 000	0	7 000 000	4 000 000	3 200 000	12 900 000	7 600 000	4 500 000	1 700 000	0
<b>Financement total h = (e+f+g)</b>	<b>10 668 008</b>	<b>6 983 821</b>	<b>11 890 071</b>	<b>9 799 767</b>	<b>16 106 246</b>	<b>24 274 569</b>	<b>17 076 995</b>	<b>11 311 829</b>	<b>7 200 275</b>	<b>6 380 613</b>

Résultat de l'exercice	6 652 951	-1 388 198	-5 564 363	647 043	-9 788 125	-185 186	29 177	-11 475	85 196	110 079
------------------------	-----------	------------	------------	---------	------------	----------	--------	---------	--------	---------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

### Répartition du financement de l'investissement



## 10 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ratio 1	701	749	0	927	894	896	900	904	903	902
Ratio 2	335	326	0	307	316	325	334	343	352	362
Ratio 3	783	802	0	940	916	926	943	945	953	967
Ratio 4	20	71	0	73	229	216	138	84	48	49
Ratio 5	110	107	0	201	222	349	408	428	414	378
Ratio 6	108	119	0	109	111	109	108	107	105	105
Ratio 7	6,68 %	6,75 %	13,01 %	14,38 %	16,03 %	16,21 %	16,21 %	16,22 %	16,31 %	16,41 %
Ratio 9	90,46 %	94,49 %	102,47 %	99,89 %	99,24 %	98,64 %	98,26 %	98,84 %	98,31 %	96,92 %
Ratio 10	2,51 %	8,85 %	16,13 %	7,81 %	24,96 %	23,33 %	14,68 %	8,91 %	5,01 %	5,07 %
Ratio 11	14,09 %	13,07 %	18,73 %	21,41 %	24,2 %	37,69 %	43,29 %	45,31 %	43,39 %	39,13 %

**Ratio 1** = Dépenses réelles de fonctionnement / population

**Ratio 2** = Produit des impositions directes / population

**Ratio 3** = Recettes réelles de fonctionnement / population

**Ratio 4** = Dépenses d'équipement brut / population

**Ratio 5** = Encours de la dette / population

**Ratio 6** = Dotation globale de fonctionnement / population

**Ratio 7** = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

**Ratio 9** = Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 10** = Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 11** = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

*Ce document est préparé par l'équipe Consultants de Finance active. Il contient des informations et analyses propres à Finance active, établies à l'intention exclusive de ses destinataires : à ce titre toute divulgation, utilisation, diffusion ou reproduction (totale ou partielle) du document ou des informations qu'il contient doit être préalablement autorisée par Finance active. Les informations contenues et les opinions exprimées qui en découlent, ne sauraient engager la responsabilité de leurs auteurs ou de Finance active. Elles sont transmises à titre d'assistance et ne sauraient en aucune manière engager la responsabilité de Finance active.*



## AUTORISATIONS DE PROGRAMME

## Autorisations de programme en cours

ROB - Annexe 3

Intitulé de l'autorisation de programme (AP)	Montant de l'AP	antérieurs à 2017	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +
Reconstruction de la station d'épuration des Saintes Maries de la Mer (HT)	6 039 485	783 063	4 904 296	344 287	7 839	0	0	
<i>Budget principal</i>	2 542		2 542					
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	6 036 943	783 063	4 901 754	344 287	7 839			
Renouvellement réseaux quartier Mas Planton à Saint Martin de Crau (HT)	2 006 031	24 879	709 503	397 802	423 847	450 000	0	
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	1 176 725	4 400	415 905	192 686	313 734	250 000		
<i>Budget annexe de l'eau</i>	829 307	20 479	293 598	205 116	110 113	200 000		
Step ville de Saint-Martin de Crau (HT)	1 706 427	1 673 528	25 019	0	7 880	0	0	
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	1 706 427	1 673 528	25 019	0	7 880			
Extension ZI Bois de Leuze (HT)	4 243 150	3 919 922	96 982	0	226 245	0	0	
<i>Budget principal</i>	3 825 391	3 609 844	88 468		127 078			
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	123 382	73 782	433		49 167			
<i>Budget annexe de l'eau</i>	294 377	236 296	8 081		50 000			
Extension des réseaux d'eau, d'assainissement et fibre optique quartier de Gimeaux à Arles (HT)	2 765 792	0	170 747	1 243 129	1 309 162	42 654	0	
<i>Budget principal</i>	71 770		0	15 052	14 064	42 654		
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	2 544 220		170 747	1 143 868	1 229 605	0		
<i>Budget annexe de l'eau</i>	149 802		0	84 209	65 593			
Quartier Mas Planton à Saint-Martin-de-Crau (HT)	2 006 031	24 879	709 503	397 802	423 847	450 000	0	
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	1 176 725	4 400	415 905	192 686	313 734	250 000		
<i>Budget annexe de l'eau</i>	829 307	20 479	293 598	205 116	110 113	200 000		
Rue révolution Tarascon (HT)	596 917	0	0	2 468	594 449	0	0	
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	397 350			2 468	394 882			
<i>Budget annexe de l'eau</i>	199 567			199 567				
Parking des launes aux Saintes-Maries-de-la-Mer (HT)	483 657	0	0	375 051	108 606	0	0	
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	283 690			227 191	56 499			
<i>Budget annexe de l'eau</i>	199 967			147 860	52 107			
Poste reboisement Trinquetaille (HT)	515 828	0	0	10 493	125 335	380 000	0	
<i>Budget annexe de l'assainissement</i>	312 603			9 203	43 400	260 000		
<i>Budget annexe de l'eau</i>	203 225			1 290	81 935	120 000		
Requalification de Roubian à Tarascon (TTC)	4 554 554			1 158 448	1 496 106	1 900 000		
Désenclavement du port fluvial - franchissement de la voie ferrée à Arles ( <i>Budget principal</i> ) (TTC)	9 407 999	1 734 105	5 950 074	1 119 820	604 000			
Aides à la pierre - Crédits délégués de l'État AP 2012 à 2019	6 593 724	2 476 124	1 552 294	508 950	933 974	578 830	658 680	955 850
Aides à la pierre - Fonds propres ACCM AP 2011 à 2019	5 557 712	2 239 000	467 750	443 250	798 406	879 500	822 006	986 500
Opération programmée d'amélioration de l'habitat n°2 - subventions aux particuliers ( <i>Budget principal</i> )	5 557 712	2 239 000	467 750	361 250	768 506	632 700	594 006	494 500
	6 447 725	1 379 783	786 453	901 557	1 185 776	1 364 511	829 645	677 129

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

## Autorisations d'engagement en cours

Intitulé de l'autorisation d'engagement (AE)	Montant de l'AE	antérieurs à 2017	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +
Mission de suivi et d'animation du dispositif de mise en œuvre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH n°2)	711 042	422 685	125 582	162 775				



## Les dépenses de personnel

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire pris en application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment de son article 107 concernant les nouvelles dispositions relatives à la transparence et à la responsabilité financières des collectivités territoriales précise que le rapport d'orientation budgétaire comporte, en matière de personnel, au titre de l'exercice en cours, ou le cas échéant du dernier exercice connu, les informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature, à la durée effective du travail dans la région.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines.

### Exercice budgétaire 2018

#### 1. Structure des effectifs :

- au 01/01/2018 : 190 titulaires, 20 stagiaires, 19 contractuels de droit public (dont 1 CDI), 1 emploi d'avenir, 7 en détachement, 6 en disponibilité, 1 en congé parental ;
- au 31/12/2018 : 206 titulaires, 14 stagiaires, 23 contractuels de droit public (dont 1 CDI), 2 apprentis, 4 en détachement, 5 en disponibilité.

Ainsi, le personnel en activité a cru de 15 agents au cours de l'année (apprentis inclus). La hausse constatée s'explique par :

- une augmentation significative des contrats visant à remplacer des agents titulaires momentanément absents (maladie, formation) ;
- un renforcement de plusieurs services opérationnels, du fait d'un accroissement de leur périmètre d'intervention et/ou d'un besoin d'expertise (NPNRU, e-tourisme, opération « Cœur de ville », etc.) ;

#### 2. Dépenses de personnel :

Sur l'exercice 2018, les rémunérations de l'ensemble du personnel se décomposent comme suit :

Rémunération principale (stagiaires et titulaires)	5 859 037,40 €
NBI, supplément familial et indemnité de résidence	244 721,60 €
Autres indemnités	899 890,71 € (dont heures supplémentaires = 125 673,59 €

Rémunération des contractuels de droit public	1 243 253,77 €
Rémunération des emplois d'avenir	751,80 €
Rémunération des apprentis	8 081,44 €

### 3. Durée effective du travail :

Si, de manière globale, les agents effectuent, conformément à la loi, 1607 heures annuelles effectives, compte tenu des modalités arrêtées lors de certains transferts de compétences (maintien des organisations communales existantes), diverses durées de travail hebdomadaires cohabitent au sein d'ACCM.

### Exercice budgétaire 2019

#### ➤ Evolutions prévisionnelles des effectifs

Compte tenu des mouvements intervenus durant l'année 2018, les effectifs d'ACCM ne devraient pas évoluer de manière significative durant cette année 2019.

Seuls quelques recrutements devraient être opérés, pour remplacer de récents départs d'agents de la communauté d'agglomération ou afin de conforter l'action de certains services opérationnels.

#### ➤ Evolutions prévisionnelles des dépenses de personnel

Le budget primitif 2019 prévoit une augmentation du chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) de 6,39 % par rapport au budget précédent. Cette augmentation a vocation à tenir compte de :

- la revalorisation indiciaire prévue par le protocole dit des parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR), qui induit des modifications de grilles de rémunération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019,
- l'augmentation mécanique découlant du glissement vieillesse technicité (GVT), autrement dit les progressions de carrière des agents (avancements d'échelon et de grade),
- la hausse légale des forfaits d'indemnisation du compte épargne-temps,
- les recrutements récents et à venir,
- la contractualisation avec une assurance pour les risques statutaires (soit 250 000 € de dépense supplémentaire estimée).